

IL A ADRESSÉ UN DISCOURS À LA NATION DEVANT  
LES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT

## Les annonces du Président Tebboune

*Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a prononcé hier un discours à la Nation devant les deux chambres du Parlement, au Palais des Nations, Club des Pins, à Alger. Il a en effet dressé un bilan détaillé de son premier mandat, tout en fixant les grands axes de son second quinquennat. Ainsi, le Président Tebboune a affirmé que le nouveau modèle économique adopté par l'Algérie «commence à porter ses fruits», comme en témoignent les rapports positifs de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et des autres institutions internationales. P 3*



MINISTÈRE DU TOURISME  
ET DE L'ARTISANAT

**« Chaque produit  
de l'artisanat algérien aura  
à l'avenir un label »** P 2

GROUPE SONAREM

**200 millions de dollars  
d'exportations réalisés  
en 2024** P 3

UNE FEUILLE DE ROUTE EN  
PRÉPARATION

**Vers l'exploitation  
du lithium** P 5

PROTECTION CIVILE

Promotion de plus de 5.300 agents et assimilés

La Direction générale de la Protection civile a annoncé, dimanche, dans un communiqué, la promotion de 5.379 agents entre professionnels et assimilés à des différents grades, et ce dans le cadre de son programme d'action en matière de développement notamment dans le domaine de la ressource humaine. "A ce titre 5.379 agents ont été promus dont 2.168 au grade de caporal, 1792 au grade de sergent, 216 au grade d'adjudant, 182 au grade de Sous lieutenant, 418 au grade de lieutenant, 361 au grade de capitaine, 98 au grade de commandant, 29 au grade de lieutenant-colonel et 115 agents assimilés", a précisé la même source. Selon le communiqué les agents méritants ont été sélectionnés pour la promotion suite à des examens professionnels destinés aux différents grades et cela conformément à la réglementation en vigueur et en reconnaissance des efforts considérables déployés, afin de préserver la sécurité des citoyens et de leurs biens avec un haut niveau de professionnalisme. "Ces agents promus contribueront au renforcement des unités opérationnelles et des différents services des directions de wilayas", est-il ajouté. A cette occasion, le Directeur général de ce corps, le colonel Boualem Bourrelaf, a félicité les agents promus et les a encouragés à redoubler d'efforts tout en continuant à faire preuve d'abnégation et de dévouement dans l'accomplissement de leur devoir national, a noté la même source. Par ailleurs, le Directeur général a réaffirmé "son engagement permanent" à garantir les meilleures conditions de vie et de travail pour les agents opérationnels, tout en leur offrant les opportunités de formation et de développement de leurs compétences afin d'atteindre les objectifs du secteur en matière d'efficience et d'efficacité de ces services.

R E.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

«Chaque produit de l'artisanat algérien aura à l'avenir un label»

Chaque produit de l'artisanat algérien aura à l'avenir un label pour le promouvoir à la fois au niveau national et international, a annoncé, samedi, le Directeur général de l'artisanat et des métiers au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Bouam Kamel-Eddine.

Synthèse S R.

Dans une déclaration à la presse en marge de la dixième édition du Salon national de soutien aux produits de l'artisanat, qu'il a inauguré en présence du wali d'Oran, Samir Chibani, M. Bouam a indiqué : «A l'avenir, chaque produit de l'artisanat algérien aura un label représentant l'artisanat algérien pour faire connaître ce produit au niveau national et international, et mettre en valeur les capacités et le patrimoine traditionnel». Il a précisé que «le ministère du Tourisme et de l'Artisanat est en train de lancer la marque nationale de qualité et d'authenticité des produits artisanaux. La ministre a mis en place, la semaine dernière, une commission nationale technique pour attribuer des labels de qualité et d'authenticité aux produits artisanaux». Il a ajouté que «pour l'année 2025, des labels seront attribués aux produits de l'artisanat selon les régions, en travaillant à distinguer les produits artisanaux de Constantine, la poterie de Bider

(Tlemcen), le tapis de Ghardaïa, le tapis de Babar (Khenchela), le karakou de la capitale, ainsi que la selle de Tiaret et le couteau de Boussâada». Concernant la contribution du secteur de l'artisanat à l'économie nationale, M. Bouam a indiqué que «ce secteur compte actuellement plus de 460.000 artisans actifs, ce qui a permis la création de plus de 1,2 million de postes d'emploi dans ce domaine. Il contribue à la production nationale à hauteur de plus de 380 milliards de dinars, avec une valeur ajoutée de plus de 100 milliards de dinars». En ce qui concerne la participation à des événements, il a souligné que «ce secteur a organisé, dans le cadre de son programme de promotion cette année, plus de 1.000 événements nationaux et locaux dans 58 wilayas, auxquels ont participé plus de 21.000 artisans, ce qui a permis d'ouvrir de nouveaux espaces de commercialisation pour les produits artisanaux des artisans. Il y a également eu plus de 13 participations à des événements internationaux. En 2025, les ar-

tisans participeront régulièrement et de manière couvrant toutes les wilayas du pays pour promouvoir le produit traditionnel algérien». Le Salon national de soutien aux produits artisanaux, qui se déroule à Oran, fait partie du programme général de développement des activités de l'artisanat et du programme ministériel de promotion de l'artisanat. Il résulte de programmes d'accompagnement et de formation des artisans, des femmes au foyer et des femmes rurales dans le but de promouvoir leurs activités et de renforcer leurs capacités professionnelles et techniques pour la commercialisation des produits artisanaux, a indiqué le Directeur général de l'artisanat au ministère du Tourisme et de l'Artisanat. La dixième édition de ce salon, dont les activités se poursuivront jusqu'au 4 janvier prochain, réunit plus de 80 artisans de 26 wilayas, qui exposent plus de 30 types de produits artisanaux. Cette manifestation est organisée par la Chambre de l'artisanat et des métiers en coordination avec la Direction du Tourisme et de l'Artisanat d'Oran.

PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Les opérateurs appelés à se focaliser sur la fabrication de médicaments innovants

Par R E.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de la Production pharmaceutique, Fouad Hadji a tenu une série de rencontres avec les représentants de plusieurs entreprises activant dans les domaines de l'importation et de la fabrication de médicaments, lors desquelles il a appelé à se focaliser sur la production de médicaments innovants, conformément aux orientations stratégiques de l'Etat, a indiqué samedi un communiqué du ministère. Ces «rencontres fructueuses» s'inscrivant dans le cadre du soutien et du développement du secteur de la production pharmaceutique, ont constitué une «plateforme stratégique» pour évaluer la dynamique du marché national. Elles ont également permis de mettre en lumière les investissements actuels favorisant l'autosuffisance et ouvrant des perspectives d'exportation vers les marchés ré-

gionaux et internationaux, a précisé le communiqué. Ces réunions ont aussi abordé «les mécanismes d'amélioration du climat d'investissement à travers l'accélération des procédures administratives, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des médicaments et l'organisation des programmes d'importation pour garantir un approvisionnement fluide», ajoute la même source. Dans ce sillage, M. Hadji a invité les opérateurs à tirer parti des avantages et facilitations offertes dans le cadre de la nouvelle loi sur les investissements, «en se concentrant sur la fabrication de médicaments innovants répondant aux normes internationales, conformément aux orientations stratégiques de l'Etat et en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à assurer la sécurité sanitaire et à renforcer les capacités compétitives nationales». Il a, par là même, réaffirmé l'engagement du ministère à assurer une

«prise en charge immédiate et efficace» des préoccupations des opérateurs, en veillant à l'ouverture des canaux de communication durables fondés sur «la transparence et le partenariat constructif», et ce afin d'atteindre les objectifs de développement fixés pour ce secteur vital. De leur côté, les opérateurs ont salué la vision stratégique du ministère et les efforts déployés pour soutenir le secteur, affirmant leur engagement à développer leurs investissements et à élargir leurs capacités de production conformément aux normes de qualité et d'innovation, précise la source. Ils ont également exprimé leur volonté de renforcer la coopération mutuelle pour contribuer à l'approvisionnement du marché national et à l'élargissement des perspectives des exportations, consolidant ainsi «la place de l'Algérie en tant que hub régional de premier plan dans l'industrie pharmaceutique», conclut le communiqué.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

IL A ADRESSÉ UN DISCOURS À LA NATIONAL DEVANT  
LES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT

# Les annonces du Président Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a prononcé, hier, un discours à la nation devant les deux chambres du Parlement, au Palais des nations, Club des Pins, à Alger. Il a en effet dressé un bilan détaillé de son premier mandat, tout en fixant les grands axes de son second quinquennat. Ainsi, le Président Tebboune, a affirmé que le nouveau modèle économique adopté par l'Algérie «commence à porter ses fruits», tel qu'il ressort des rapports positifs de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et des autres institutions internationales.

Par Sirine R.

Il a précisé que «le nouveau modèle économique commence à porter ses fruits selon les statistiques positives de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et des autres institutions internationales», soulignant que «le développement économique se réalise à travers un nouveau modèle de développement fondé sur la diversification de l'économie et la libération de l'initiative». Et d'ajouter que cette performance économique positive enregistrée par l'Algérie «repose sur les petites et moyennes entreprises et les start-up». Et d'ajouter : « Tous nos indicateurs économiques montrent que dans quelques mois, nous serons parmi les pays émergents. Nous avons lancé de grands projets et, pour la première fois depuis l'indépendance, nous avons commencé à exploiter nos ressources de manière appropriée. Le port d'Oran accueillera les premières cargaisons de fer de Gara Djebilet en 2026». Il a également révélé qu'il y a des mines en cours d'étude pour les exploiter à l'avenir, tout en contribuant à la création de la richesse et des emplois. Il a indiqué également que la ligne ferroviaire en cours de réalisation, reliant le nord du pays jusqu'à Tamanrasset «nous aidera à exploiter d'importantes ressources minières».

## L'Etat continuera de lutter contre la corruption

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Etat ne cessera de lutter de toutes ses forces contre la corruption. «Nous ne cesserons de lutter de toutes nos forces contre la corruption», a-t-il affirmé. Et d'ajouter : «Nous avons opéré des changements dans le domaine de la justice afin de

rétablir la confiance des citoyens en l'Etat, de consacrer le principe de séparation entre argent et politique et de lutter contre la corruption». Il a, par là même, annoncé «la révision prochaine des lois sur les collectivités locales pour rebâtir l'Etat de droit et la démocratie véritable», en réaffirmant sa détermination à poursuivre la consolidation des acquis réalisés pour préserver la dignité des citoyens. «Je suis très heureux de me retrouver aujourd'hui parmi vous en cette auguste assemblée parlementaire pour m'adresser au peuple algérien et à l'opinion publique nationale à travers ses représentants dans les deux chambres du Parlement, partant de la volonté politique sur laquelle repose notre nouvelle approche de gestion de la chose publique», a dit le président de la République. «Cette tradition institutionnelle illustre la place du pouvoir législatif et le rôle du Parlement», dont les membres «vivent la situation de près dans les wilayas et portent les espoirs et les préoccupations des citoyennes et des citoyens», a ajouté le président de la République. Après avoir rappelé que cette rencontre intervient au cours des premiers mois de son second mandat présidentiel, le président de la République a réaffirmé sa détermination à «poursuivre la consolidation des acquis réalisés pour préserver la dignité des citoyens et améliorer leur cadre de vie» et à «mettre en œuvre les programmes destinés au développement socioéconomique durable». Après avoir rappelé que cette rencontre se déroule dans les premiers mois de son deuxième mandat présidentiel, il a réaffirmé sa détermination à «continuer à renforcer les acquis réalisés pour préserver la dignité du citoyen et améliorer les conditions de vie générales», ainsi qu'à «mettre en œuvre les programmes visant un développement éco-

nomique et social durable». Il a annoncé que « nous augmenterons encore le pouvoir d'achat durant ce mandat de 53 %, car nous prévoyons une hausse des revenus de l'Algérie grâce à l'augmentation de la production». Poursuivant son intervention, Tebboune, a mis l'accent sur l'importance des programmes de logement inscrits par l'Etat. « Le logement est la base de la dignité du citoyen et non un gaspillage d'argent comme le prétendent les sceptiques. Le logement n'est plus un fardeau pour l'État, car les projets sont construits avec des matériaux algériens à 100 %, et nous ne les importons plus de l'étranger comme avant », a-t-il dit, affirmant que l'objectif de l'Etat aujourd'hui est d'éradiquer l'habitat précaire à l'échelle nationale.

## Le dialogue national sera à la hauteur des enjeux internes

Ce mandat verra également, ajoute-t-il, le lancement du dialogue politique auquel je me suis engagé lors de mon discours d'investiture (prestation de serment) le 17 septembre dernier. « La prochaine étape verra le lancement du dialogue politique auquel je me suis engagé, et qui sera à la hauteur des enjeux internes». Il a souhaité que ce dialogue national soit «profond et inclusif et non purement discursif», soulignant qu'il «renforcera les droits fondamentaux à travers les lois consacrées par la Constitution et la loi organique relative aux partis politiques et aux associations». «J'ai promis à la classe politique d'ouvrir un dialogue pour renforcer le front intérieur et cela se fera de manière organisée», a affirmé le président de la République, indiquant « l'Algérie d'aujourd'hui continue d'avancer à pas sûrs », et que «l'Algérie d'aujourd'hui n'est pas celle d'hier».

## GROUPE SONAREM 200 millions de dollars d'exportations réalisés en 2024

Le Groupe minier industriel Sonarem a réalisé 200 millions de dollars d'exportations en 2024, dont la majorité provient des exportations de phosphate, avec plus de 193 millions de dollars, a révélé le président-directeur général (P-dg) du Groupe, Belkacem Soltani. Au cours de l'année écoulée, "presque tous les objectifs fixés par le groupe et ses 12 filiales ont été atteints, notamment ceux liés au lancement de plusieurs projets prévus", a déclaré M. Soltani à l'APS, ajoutant que ce bilan positif est attribué à la mise en œuvre de "la stratégie élaborée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réduire les importations des matières minérales tout en répondant aux besoins du marché national et en exportant l'excédent pour augmenter les exportations hors hydrocarbures". De nouveaux projets devraient entrer en service au cours de l'année 2025, notamment une usine de production de carbonate de calcium fin, implantée dans la région de Bounouara, dans la commune d'El-Khrub (Constantine), souligne-t-on. Selon le P-dg, cette usine permettra la création de plusieurs emplois directs et l'amélioration de la qualité des produits dérivés du carbonate de calcium. Il a expliqué que la stratégie du Groupe pour l'année 2025 axe sur le développement du capital humain et le recrutement de compétences spécialisées dans différents domaines, outre la formation des cadres et fonctionnaires pour se mettre au diapason des nouvelles technologies dans ce secteur. Elle est également axée -selon le même responsable- sur l'ouverture de nouvelles mines, en s'appuyant sur les résultats du programme minier comprenant 26 projets d'exploration et de recherche des ressources minières, lancé en 2021, et qui a permis d'explorer des ressources minières insoupçonnées et à valeur ajoutée, telles que le feldspath, le lithium et l'uranium, ainsi que de nombreux types de pierres rares et d'autres ressources.

## L'UNIVERSITÉ AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE

# 15 brevets transférés à des entreprises

Par Réda Hadi

Des brevets en brevets, l'apport de nos chercheurs dans l'économie nationale et certain et connaît un certain boom. La nouvelle Algérie n'a jamais failli en plaçant la science et la recherche scientifique parmi ses priorités nationales car cet engagement vise à bâtir une économie solide et compétitive, capable de relever les défis d'un monde en perpétuelle mutation. C'est ce qui en ressort des propos de Kamel Baddari ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui a annoncé, samedi à Tipaza, le transfert de 15 brevets d'invention issus du Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC), à des entreprises industrielles et commerciales afin de contri-

buer à approvisionner le marché local avec divers produits innovants. Pour précision, le budget alloué à la recherche scientifique est passé à 18 milliards DA contre 8 milliards DA en 2020, soit une augmentation de près de 120%, et une enveloppe de 20 milliards DA pour 2025. Cette hausse témoigne de l'engagement constant de l'État en faveur de la recherche scientifique, un pilier stratégique pour répondre aux défis économiques, sociaux et technologiques du pays. En foi de quoi et à ce sujet, Baddari ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé, samedi à Tipaza, le transfert de 15 brevets d'invention issus du Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC), à des entreprises industrielles et commerciales

afin de contribuer à approvisionner le marché local avec divers produits innovants. Lors d'une visite de travail et d'évaluation au nouveau siège du CRAPC à Tipaza, M. Baddaria déclaré que le CRAPC a effectivement entamé l'exploitation industrielle et commerciale des technologies issues de la recherche scientifique pour les intégrer dans le marché et relevant que le Centre a permis à des étudiants universitaires de transférer 15 brevets d'invention pour les exploiter dans le domaine industriel et commercial. Parmi ces entreprises figurent celles actives dans les industries agroalimentaire, pharmaceutique et cosmétique, ainsi que dans l'intelligence artificielle dans l'agroalimentaire, permettant ainsi de créer 280 emplois, a fait savoir le ministre. Selon ce même responsable, le Centre,

avec 12 entreprises économiques créées cette année, verra d'ici 2027 la création de 27 filiales économiques employant 1200 travailleurs, le ministre a indiqué que la concrétisation de ces objectifs permettra au Centre de transformer les résultats de la recherche scientifique et de l'innovation en produits manufacturés et commercialisés, tout en contribuant à la création de richesse et d'emplois. Selon les responsables du CTAPC, ce dernier a obtenu des résultats très positifs en 2024, notamment résultats avec l'ouverture de 7 annexes dans différentes wilayas du pays, à l'instar de Laghouat, Ouargla et Biskra, spécialisées dans différents domaines dont la nutrition, l'analyse des sols et les équipements industriels. Douze (12) autres annexes devraient être créées d'ici 2025.

ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR

Inscription en ligne  
au concours de  
doctorat à compter  
du 2 janvier 2025

Les candidats au concours de doctorat sont invités à remplir leurs formulaires en ligne à compter du 2 janvier 2025, a annoncé dimanche le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans un communiqué. "Les candidats au concours de doctorat doivent remplir leurs formulaires en ligne uniquement via le lien <https://progres.mesrs.dz/webdoctorat>, et ce, à compter du jeudi 2 janvier 2025 à 00:00, sans avoir besoin de télécharger des documents supplémentaires", précise le communiqué.

PARTENAIRE OFFICIEL DE  
LA PROTECTION CIVILE

Ooredoo accompagne  
le semi-marathon de  
la Protection civile à  
Ghardaïa

Partenaire officiel de la protection civile, Ooredoo a accompagné, la 11ème édition de la compétition nationale du semi-marathon en milieux désertiques de l'agent de la Protection Civile organisée récemment dans la wilaya de Ghardaïa. Cette compétition sportive a été marquée par la présence des autorités locales de la wilaya de Ghardaïa, des hauts responsables de la protection civile, ainsi que de cadres de Ooredoo. Ce rendez-vous annuel du semi-marathon qui a réuni cette année plus de 250 participants venus des différentes wilayas, constitue un défi pour les agents de la protection Civile, mettant en lumière leur endurance, leur détermination et leur esprit sportif, tout en leur permettant de découvrir les paysages enchanteurs du grand Sahara Algérien. À travers cet accompagnement, Ooredoo réitère son engagement pour le soutien des événements sportifs visant notamment à promouvoir le potentiel touristique Algérien.

CONSEIL NATIONAL DES STATISTIQUES

Une feuille de route pour un système  
statistique moderne

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, hier à Alger, la préparation d'une feuille de route spécifique pour la stratégie nationale de développement du système statistique, en commençant par un diagnostic précis de ce système. S'exprimant à l'ouverture de la cinquième session ordinaire du Conseil national des statistiques, en sa qualité de président, Faïd a souligné la nécessité de «donner de l'importance et de la priorité à la préparation d'une feuille de route spécifique pour la stratégie nationale de développement du système statistique, avec un accent particulier sur la mise en œuvre, la coordination et la coopération entre les secteurs afin d'établir un système statistique intégré». Et d'ajouter : « Le développement et la dynamisation du système statistique contribueront à prendre des décisions éclairées, fon-

dées sur des faits documentés par des preuves statistiques et à atteindre plusieurs objectifs, notamment l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, le renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, ainsi que l'amélioration de l'efficacité des institutions publiques». Faïd a également souligné l'importance de renforcer et de diversifier la production statistique et d'améliorer sa qualité en «réduisant le recours aux statistiques non officielles, notamment celles relatives aux statistiques sectorielles qui aident à la planification et à l'exécution de projets dans les secteurs stratégiques». Le ministre a appelé à la nécessité de «réaliser un diagnostic précis de l'ensemble du système statistique national, en soutenant les ressources humaines et logistiques qui y sont associées», et à se fonder sur «la transparence et à faci-

liter l'accès aux données statistiques via des plateformes numériques accessibles aux citoyens, chercheurs et institutions», insistant sur l'urgence de réviser le cadre législatif de ce système. Laaziz Faïd a considéré que le Conseil national des statistiques constitue un pilier essentiel du système statistique national pour garantir la qualité et l'efficacité du système statistique national, car il est l'organisme responsable de la planification et de l'organisation des activités statistiques au niveau national. À cette occasion, Faïd a rappelé quelques réalisations accomplies par le Conseil depuis sa mise en place le 20 octobre 2021, notamment le passage de la base 1989 à la base 2001 et l'amélioration de l'estimation du produit intérieur brut et des comptes nationaux.

HACKATHON ALGIERS SLUSH'D

Ouverture des inscriptions pour les innovateurs  
du secteur de la santé

Sous le haut patronage du Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, ainsi que du Ministère de la Santé, Roche Algérie S. P. A., en collaboration avec Algeria Venture, annonce l'ouverture des candidatures pour le Hackathon Algiers Slush'D. Prévu les 23 et 24 janvier 2025 à l'hôtel Sheraton d'Alger, Slush'D, un événement mondialement reconnu pour la transformation d'idées prometteuses en startups scalables, sera organisé pour la première fois en Algérie. L'objectif est de rassembler des innovateurs passionnés, prêts à révolutionner le secteur de la santé numérique dans le pays. Pour sa première édition en

Algérie, Algiers Slush'D appelle les talents algériens à relever trois défis majeurs de la santé numérique dont la communication en temps réel entre les professionnels de santé ; les parcours hospitaliers ainsi que le suivi des patients à distance. L'objectif : améliorer le parcours patient grâce à des solutions innovantes. Portée par la signature "Start up now what patients need next", cette édition rassemblera les esprits fervents d'innovation. Lors du Hackathon Algiers Slush'D les candidats devront répondre à l'un des trois défis proposés, en présentant des idées concrètes avec une réelle valeur ajoutée pour les patients et le secteur de la santé numérique : « Améliorer la communi-

cation en temps réel entre les professionnels de santé ; optimiser les parcours hospitaliers et renforcer le suivi des patients à distance». Comment participer ? Les innovateurs intéressés peuvent dès à présent soumettre leur candidature jusqu'au 31 décembre 2024 via le formulaire d'inscription disponible sur le site ociel [www.algiers-slushd.dz](http://www.algiers-slushd.dz). Ils devront choisir une des thématiques proposées et soumettre leur solution innovante. Les candidatures peuvent être déposées individuellement ou en équipe. Le processus est simple : il s'agit de remplir le formulaire d'inscription en ligne, en renseignant ses informations personnelles ainsi que les détails de la solution proposée.

DGSN

Ouverture d'un concours externe  
pour le recrutement de policiers

La DGSN a annoncé l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement des policiers hommes et femmes au titre de l'année 2024, sur la base d'épreuves. Dans un communiqué, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a révélé les conditions générales d'emploi et les documents requis dans le dossier de candidature. Concernant les conditions générales d'emploi dans le Corps de la Sécurité Nationale, le candidat doit avoir la nationalité algérienne d'origine et doit Il jouir des droits nationaux et civils. L'extrait de casier judiciaire ne doit pas contenir de notes contredisant la pratique du travail dans les services de sécurité nationale. Il doit être en situation légale de remplir ses obligations de service national, ou

exempté pour des raisons non médicales. De plus, le candidat doit mesurer au moins 1.70m pour les hommes et au moins 1.65m pour les femmes. L'âge légal du candidat est d'au moins 19 ans et d'au maximum 25 ans à la date du concours. Quant au niveau d'études, le candidat doit avoir un niveau d'enseignement secondaire complet de troisième niveau. Concernant le dossier de candidature initial, il est disponible via la plateforme numérique de la Direction Générale de la Sûreté Nationale : [WWW.ALGERIE.POLICE.DZ](http://WWW.ALGERIE.POLICE.DZ) Il est prévu que le début de la réception et du dépôt des dossiers du candidat (A) soit à compter du 30/12/2024. Sur une durée de 15 jours jusqu'à la fin du processus le 21/01/2025.

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur       | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per   | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|----------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|-------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES        | ALL  | 425,00    | 420,00  | -1,18 | -1,09           | -1,63          | 8,10  | 7,14       | 594             | 249 480,00          |
| BIOPHARM                   | BIO  | 2 350,00  | 2350,00 | 0,00  | 0,49            | 2,06           | 7,05  | 7,66       | 89              | 209 150,00          |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA  | 2 235,00  | NC      | 0,00  | -0,44           | -2,04          | 11,76 | 5,59       | 0               | 0,00                |
| EGH EL AURASSI             | AUR  | 400,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -3,94          | 5,06  | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                     | SAI  | 405,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -12,57         | 2,03  | -          | 0               | 0,00                |

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 ديسمبر 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Décembre 2024

| Prix du détail¹            |                       | أسعار التجزئة   |                 |                 | المنتجات           |
|----------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|
|                            |                       | DA / Kg         | دج / كغ         |                 |                    |
| Produits                   |                       | معدل<br>Moyenne | أعلى<br>Maximum | أدنى<br>Minimum |                    |
|                            |                       |                 |                 |                 |                    |
| Légumes frais              | Pomme de terre        | 66              | 82              | 50              | البطاطا            |
|                            | Tomate                | 68              | 78              | 58              | الطماطم            |
|                            | Oignon sec            | 47              | 54              | 40              | البصل الجاف        |
|                            | Ail sec               | 470             | 541             | 398             | الثوم الجاف        |
|                            | Carotte               | 66              | 76              | 57              | الجزر              |
|                            | Navet                 | 80              | 89              | 70              | لفت                |
|                            | Choux fleur           | 78              | 88              | 69              | قرنبيط             |
|                            | Choux                 | 72              | 81              | 63              | الكرنب             |
|                            | Courgette             | 166             | 181             | 151             | الكوسة             |
|                            | Haricot vert          | 190             | 209             | 172             | الفاصولياء الخضراء |
|                            | Laitue                | 89              | 101             | 76              | الكس               |
| Fruits frais               | Clémentine            | 120             | 150             | 90              | الكليمونتين        |
|                            | Mandarine             | 100             | 130             | 70              | الماندرين          |
|                            | Orange                | 120             | 140             | 100             | البرتقال           |
|                            | Citron                | 126             | 146             | 106             | الليمون            |
|                            | Pomme locale          | 370             | 474             | 267             | التفاح المحلي      |
|                            | Datte                 | 517             | 646             | 388             | التمر              |
|                            | Banane                | 418             | 438             | 399             | الموز              |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale  | 1762            | 1892            | 1632            | لحم البقر المحلي   |
|                            | Poulet de chair       | 387             | 399             | 375             | الدجاج             |
|                            | Œufs (Unité)          | 19              | 20              | 18              | البيض (وحدة)       |
|                            | Lait de vache (Litre) | 97              | 102             | 92              | حليب البقر (لتر)   |

## UNE FEUILLE DE ROUTE EN PRÉPARATION

## Vers l'exploitation du lithium

L'Algérie, riche de ses ressources naturelles, se lance dans un pari ambitieux pour transformer son secteur minier et diversifier son économie : l'exploitation du lithium, minéral stratégique au cœur des technologies vertes. Dans un contexte mondial où la transition énergétique prend une ampleur sans précédent, le pays entend jouer un rôle majeur en exploitant ce minéral précieux, essentiel pour les batteries et les véhicules électriques. À travers des projets concrets et une vision stratégique claire, l'Algérie semble prête à ouvrir une nouvelle ère économique.

Par Mourad A.

Lors de son discours à l'occasion de l'ouverture d'un atelier consacré au développement de la filière lithium en Algérie, ce dimanche, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné l'importance capitale de la diversification économique du pays, en particulier par l'exploitation des minerais stratégiques tels que le lithium. Selon lui, "le développement de l'industrie nationale ne peut se faire qu'avec les matières premières locales disponibles", et il est grand temps de se concentrer sur des ressources comme le lithium, qui n'ont pas encore été pleinement exploitées. Ce minéral, essentiel pour les technologies de stockage d'énergie, représente une opportunité stratégique pour l'Algérie, qui cherche à réduire sa dépendance aux énergies fossiles et à s'intégrer davantage dans la chaîne de valeur mondiale des énergies renouvelables.

Le lithium, élément fondamental pour les batteries des véhicules électriques et des systèmes de stockage d'énergie, occupe désormais une place de choix dans les stratégies économiques mondiales. Dans

ce cadre, l'Algérie, grâce à ses riches sous-sols, dispose d'un avantage comparatif unique : des gisements prometteurs découverts dans le sud du pays, en particulier dans la région de l'Hoggar, pourraient faire du pays un acteur clé dans ce secteur en pleine expansion. L'exploitation de ces gisements est d'autant plus pertinente dans un contexte où la demande mondiale pour des technologies de batteries écologiques explose. En plus des batteries pour véhicules électriques, le lithium est également crucial pour les systèmes de stockage d'énergie, un domaine en forte expansion dans la transition vers les énergies renouvelables. Le ministre Arkab a ainsi souligné que le lithium pourrait être "la clé pour renforcer la position de l'Algérie dans la chaîne de valeur de l'énergie verte" et contribuer à la transformation du pays en un acteur stratégique dans ce domaine.

**Mine de lithium : un potentiel stratégique au Hoggar révélé**

L'enjeu est double : d'une part, l'Algérie cherche à se positionner en tant que producteur de lithium à l'échelle internatio-

nale, et d'autre part, elle entend générer une valeur ajoutée importante sur le plan local. C'est dans cette logique que plusieurs projets ont été lancés pour développer le secteur minier, notamment le projet de la mine de lithium dans le sud du pays, mais aussi des projets autour d'autres ressources minérales telles que le zinc, le plomb, le fer, et le phosphate. L'objectif est de maximiser la valeur ajoutée de ces ressources pour renforcer l'industrie locale et réduire la dépendance de l'Algérie aux importations. Le développement du lithium pourrait avoir des effets considérables sur les industries locales. Selon Arkab, le secteur minier peut fournir des matériaux pour des industries variées, telles que celles du marbre, du granite, ou encore de produits chimiques comme le carbonate de calcium et le barytine. Ces projets pourraient ainsi créer de nombreuses opportunités économiques, générer des profits et renforcer le tissu industriel algérien.

Le succès de cette transformation repose également sur l'implication des experts nationaux et internationaux, et sur une coopération renforcée entre les institutions publiques, les entreprises minières

et les chercheurs. Le ministre a d'ailleurs salué la contribution de chercheurs algériens de renommée internationale, tels que le professeur Karim Zaghbi, spécialiste en batteries, qui a mis à profit son expertise pour soutenir le développement du secteur. Ce modèle de coopération entre les différentes parties prenantes devrait, selon Arkab, permettre à l'Algérie de relever le défi de l'exploitation du lithium et d'atteindre ses objectifs économiques et énergétiques à long terme.

Le ministre a conclu son discours par un appel à l'action, incitant tous les acteurs impliqués à participer activement à l'élaboration d'une feuille de route pour le développement de la filière lithium. "Nous devons définir une stratégie claire et ambitieuse pour exploiter ce minéral et nous assurer que ses bénéfices profitent pleinement à notre économie", a-t-il souligné. Cette feuille de route devrait permettre de définir les priorités et les moyens nécessaires pour exploiter le lithium et d'autres ressources stratégiques de manière optimale, tout en garantissant un impact positif sur le développement durable du pays.

ENR

## Le lithium, une alternative pour accélérer la transition énergétique du pays

Le lithium constitue une alternative importante pour accélérer la transition énergétique en Algérie, en permettant notamment de stocker l'énergie verte produite à travers le pays, ont estimé dimanche à Alger, des experts du secteur. Lors d'un atelier sur le développement de la filière lithium en Algérie, présidé par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, le professeur Karim Zaghbi, expert international en techniques des batteries, a plaidé en faveur du développement des batteries lithium-ion, afin de stocker l'énergie issue des énergies renouvelables. Parmi ces types de batteries, il existe des bat-

teries appelées "LFP", constituées du trio lithium-fer-phosphate, a expliqué l'expert algérien établi au Canada, lors d'une présentation où il a abordé la question de l'électricité et son impact sur la société en se concentrant sur l'importance de l'innovation dans la technologie des batteries pour parvenir à la durabilité et réduire l'empreinte carbone. Le professeur Zaghbi a ensuite abordé les différents types de stockage d'énergie et la comparaison entre différentes batteries et leurs caractéristiques telles que la densité énergétique et la sécurité, ainsi que le processus de conversion des métaux, en particulier comment convertir les minerais de lithium en matériaux prêts à être

utilisés dans les batteries. De plus, l'expert a énuméré les différents usages du lithium, notamment dans l'industrie du verre, la céramique, le traitement de l'air et même dans la médecine. Concé- dant que les investissements sont lourds dans la filière du lithium, le professeur Zaghbi a néanmoins affirmé que le retour sur investissement est rapide. Ainsi, a-t-il dit, pour exploiter au mieux cette matière, "il est nécessaire d'investir dans la formation du capital humain et encourager le recyclage" pour récupérer le lithium à partir des objets usés tels que les téléphones mobiles, les micro-ordinateurs et les batteries usagées. Selon lui, 28 tonnes de batteries recy-

clées permettent par exemple d'obtenir une tonne de lithium. Il a également appelé à réaliser une cartographie nationale des produits miniers rares, précisant que le lithium se trouve généralement dans les eaux saumures des chotts, dans la roche, dans certaines boues et en mer. Pour sa part, le directeur de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA), Abderezak Khama, a souligné l'importance du lithium car entrant dans la composition de différents outils technologiques. "Nous avons des indicateurs sur la présence du lithium en Algérie, notamment dans la région du Hoggar. Nous avons aussi les chotts qui représentent un potentiel à étudier et à valoriser en ap-

profondissant et en actualisant les anciennes recherches réalisées", a estimé M. Khama. A noter que cette journée s'est tenue en présence des secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargés des Mines et des Energies renouvelables, des PDG des groupes Sonatrach, Sonarem et Sonelgaz ainsi que des directeurs des agences et organismes du secteur. Trois ateliers autour du lithium ont été organisés lors de cette journée, sous les thèmes "Exploration et extraction", "Raffinage et transformation" ainsi que "Applications et marchés".

R.E.

## GAZ NATUREL ET HYDROGÈNE VERT

## L'Algérie, un acteur stratégique en Afrique du Nord

Par M. A.

L'Algérie, premier producteur de gaz naturel en Afrique et acteur majeur sur le marché mondial du gaz, se distingue par sa capacité à diversifier ses ressources énergétiques. Le pays met en œuvre une série de projets ambitieux dans les secteurs du gaz, de l'hydrogène et des énergies renouvelables, consolidant ainsi son rôle de leader à la fois régional et international, comme l'indique un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». L'Algérie continue d'exploiter ses vastes réserves de gaz naturel pour renforcer sa position de fournisseur clé, notamment pour l'Europe. Le pays a récemment lancé la troisième phase de l'expansion de son plus grand champ gazier, Hassi Rmel, un projet stratégique d'une valeur de 2,3 mil-

liards de dollars. Cette expansion implique l'ajout de nouvelles infrastructures, telles que des stations de compression, des unités de purification et la réhabilitation des réseaux de collecte. À partir de 2027, cette initiative devrait permettre d'accroître la production de gaz, consolidant ainsi la position de l'Algérie sur le marché international du gaz. Consciente des défis liés à la transition énergétique, l'Algérie se tourne également vers l'hydrogène, plus particulièrement l'hydrogène vert. Ce secteur émergent représente une opportunité stratégique pour diversifier ses exportations énergétiques, tout en répondant à la demande croissante du marché européen en carburants propres. Le pays a lancé plusieurs projets pilotes dans le domaine de l'hydrogène, parmi lesquels figure le projet phare de la station d'hydrogène à

Arzew, avec une capacité de 50 MW. Ce projet, soutenu par un financement du gouvernement allemand, vise à produire de l'hydrogène vert destiné à l'exportation vers l'Europe. Parallèlement, l'Algérie explore des partenariats avec des entreprises internationales, telles que Sonatrach, pour développer des projets d'hydrogène bleu, tirant parti de ses infrastructures existantes et de ses capacités en matière de gaz naturel. Ces initiatives permettront à l'Algérie de se positionner comme un acteur clé du marché de l'hydrogène dans les années à venir. Le secteur énergétique algérien bénéficie également d'une coopération étroite avec les entreprises et institutions européennes. L'Algérie et l'Union européenne collaborent activement à la mise en place du projet du « corridor sud » ou « corri-

dor de l'hydrogène », qui vise à établir un lien énergétique entre l'Algérie et les marchés européens. Ce projet de grande envergure pourrait jouer un rôle essentiel dans l'approvisionnement en énergies renouvelables, notamment l'hydrogène, à destination des pays européens. À travers ces projets stratégiques, l'Algérie s'impose comme un acteur incontournable de l'énergie en Afrique du Nord et sur le marché mondial. En diversifiant ses sources d'énergie, notamment avec l'hydrogène, tout en poursuivant le développement du secteur gazier, l'Algérie se positionne pour relever les défis de la transition énergétique, tout en consolidant son rôle de fournisseur fiable de gaz et d'énergie propre. À l'horizon 2027 et au-delà, l'Algérie sera sans aucun doute un maillon essentiel de la chaîne énergétique mondiale.

## TISSEMSILT

## Réalisation de neuf réservoirs d'eau dans des zones forestières

Les travaux de réalisation de neuf réservoirs d'eau dans des zones forestières de Tissemsilt ont été achevés, a-t-on appris du Conservateur des forêts de la wilaya, Ahmed Bensedira. M. Bensedira a précisé que cette opération, supervisée par la direction des Ressources en eau, comprend au total la construction de dix réservoirs. "Neuf d'entre eux sont déjà réalisés, tandis que les travaux du réservoir restant affichent un taux d'avancement estimé à plus de 50% et devront être achevés au cours du premier semestre de l'année prochaine (2025)", a-t-il fait savoir. Le même responsable a souligné que le projet de construction de ces réservoirs, ayant chacun une capacité de stockage de 50 mètres cubes, a été financé dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSCL), pour une enveloppe budgétaire de plus de 50 millions de dinars. Cette opération, qui concerne des zones forestières réparties sur plusieurs communes de la wilaya de Tissemsilt, vise à rapprocher les points d'approvisionnement en eau des camions mobilisés dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêts afin de garantir une intervention rapide, a-t-il été précisé. En outre, d'autres projets prévoyant la réalisation de dix réservoirs supplémentaires dans des zones forestières de la wilaya seront lancés, l'année prochaine, et ce, compte tenu de l'étendue des espaces forestiers de cette collectivité locale des Hauts-plateaux du Centre-ouest, a-t-ont indiqué de même source.

## BATNA

La 1<sup>ère</sup> édition de la manifestation de sensibilisation «Sécurité routière» attire de nombreux citoyens

La 1<sup>ère</sup> édition d'une manifestation de sensibilisation consacrée à la sécurité routière, organisée samedi à Batna à l'initiative de l'Association de wilaya pour la sécurité routière et les sports mécaniques, a suscité un engouement auprès du public.

Officiellement ouvert par le wali de Batna, Mohamed Benmalek, l'événement a donné lieu à la distribution de brochures et de dépliants illustrés appelant les automobilistes à respecter le code de la route, ainsi qu'à la mise place de mini-circuits pour enfants, avec le concours de la Sûreté de wilaya. Organisée sous le slogan "Pour un hiver sans accidents", la manifestation a également été marquée par une exhibition de motos et de véhicules légers, réalisée par des spécialistes de la wilaya de Batna et de wilayas voisines comme M'sila, Sétif et Biskra. L'exhibition, qui a pris des airs de fête, s'est déroulée sur les Allées Benboulaïd (principale artère du centre de la capitale des Aurès), pour s'étendre jusqu'à Tazoult, et a été ponctuée par une campagne de plantation d'arbres fruitiers. L'événement a également donné lieu à une campagne de don de sang ainsi qu'à une manœuvre simulant un accident de



FADNOUN (ILLIZI)

## Plus de 150 foyers seront raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz

Plus de 150 foyers du village Fadnoun, dans la wilaya d'Illizi, seront raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, a-t-on appris samedi auprès des services de la Direction de l'énergie et des mines de la wilaya. Le projet de raccordement

au gaz naturel permettra aux habitants de cette localité "d'alléger leurs souffrances en matière d'approvisionnement en gaz butane", utilisé comme énergie de cuisson et de chauffage, a déclaré à l'APS le Directeur du secteur, Kamal Boukhalkhal. S'agis-

sant du raccordement de la région au réseau d'électricité, ce projet est destiné au profit des populations des zones d'ombre de la wilaya, dont un réseau de 54,3 kilomètres est en cours de réalisation, à partir de la centrale électrique à turbine à gaz de la

zone d'Afdel, avec un taux d'avancement des travaux estimé à 70% , a-t-il fait savoir. Ces opérations de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens, selon la même source.

## BORDJ BADJI MOKHTAR

## Nouvelles structures pour améliorer les prestations de santé

Le secteur de la santé de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar vient d'être renforcé par de nouveaux projets susceptibles d'améliorer les prestations de santé dans cette wilaya frontalière , ont rapporté samedi les services de la direction du secteur de la wilaya . Il s'agit notamment de l'ouverture de trois (3) nouvelles salles de soins dans les différentes régions de la wilaya , outre la programmation des travaux de restauration de l'hôpital mixte

de Bordj Badji Mokhtar, dans l'objectif de réhabilitation de cette structure de santé , a déclaré à l'APS le directeur de la santé, Naouis Mohamed Zakaria. Un projet de la réalisation d'une polyclinique est également en phase d'étude, dont le lancement des chantiers est prévu au début 2025, selon la même source. Cette future structure de santé permettra de renforcer les capacités de prise en charge de santé dans la wilaya, et réduire ainsi la pres-

sion sur les installations sanitaires actuelles, en sus de garantir de nouvelles prestations médicales au profit de la population de la région, a ajouté le même responsable. Ces nouvelles structures sanitaires qui visent à rapprocher les prestations de santé des citoyens de cette nouvelle wilaya frontalière, s'inscrivent au titre des efforts visant l'amélioration la qualité des soins médicaux nécessaires fournis à la population locale, selon la même source.

## MILA

Ouverture de la 6<sup>e</sup> édition de la manifestation «Mila lit»

La 6<sup>e</sup> édition de la manifestation culturelle "Mila lit" s'est ouverte samedi à la maison de jeunes chahidMohamed-Ladraa de Mila avec la présentation aux lecteurs un nombre d'ouvrages par leurs auteurs. Les écrivaines Fatima Kidouche et FaouziaBenamira et les romancières Nabila Aboudi et Zakia Allal ont ainsi participé à l'ouverture de cette édition initiée par l'association locale

"Mila lit". La manifestation qui se poursuivra au 2 janvier a connu la participation de plusieurs jeunes auteurs dont la poétesse Nabila Bouchehima de Ferdjiouaqui a présenté au public son premier recueil de 35 poèmes intitulé "Adjrass El-Qalb" (Les cloches du cœur). Pour cette jeune poétesse, cet événement culturel annuel est une opportunité de rencontres avec le public

qui permet à l'auteur d'avoir un feedback de son œuvre susceptible de l'aider à se parfaire et se rapprocher davantage des aspirations de son lectorat. Selon le président de l'association organisatrice, Nabil Gaïchi, cette manifestation verra également la participation de 30 écrivains de 15 wilayas du pays dont Annaba, Alger, Ain Defla, Tlemcen et Mila.

Le programme de "Mila lit" prévoit en outre l'organisation d'ateliers consacrés aux arts plastiques, l'écriture du conte et au jeune entrepreneur. Des concours pour enfants et des communications sur " la révolution et la littérature " sont également prévus à l'occasion de la commémoration du 70ème anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération nationale, a-t-on indiqué

# Les origines bipartisanes de la nouvelle Guerre froide

*Au début du siècle, il y avait un consensus sur le fait que les États-Unis devaient coopérer avec la Chine, plutôt que de lui faire concurrence. Mais à partir d'Obama, les présidents américains ont adopté l'idée d'arrêter la montée en puissance de la Chine, ouvrant ainsi la porte aux guerres commerciales et à l'intransigeance de Trump.*

2<sup>e</sup> partie et fin

Par Jacobin, Michael Brenes,  
Van Jackson

**A**insi, alors que l'État de sécurité nationale restait accaparé par la lutte contre le terrorisme et la contre-insurrection, des intellectuels spécialisés dans la géopolitique, comme Robert Kaplan, prophétisaient dès 2005 que « le conflit militaire entre les États-Unis et la Chine [...] définira le XXI<sup>e</sup> siècle. »

Ces évaluations étaient fondées sur des attentes sans preuves empiriques. Elles supposaient que la croissance économique inciterait la Chine à contester la primauté militaire américaine en Asie de l'Est, où l'Armée populaire de libération (APL) de la Chine dispose d'un avantage géographique considérable sur les forces américaines. La primauté demeurant l'approche américaine, la réponse naturelle à la croissance de la puissance chinoise était de faire plus de la même chose : augmenter les bases avancées dans la région, construire plus de navires, moderniser l'arsenal nucléaire américain et investir dans des missiles à guidage de précision, des drones et des programmes avancés comme le F-22.

## Renouveler le New Deal, renouveler la Guerre froide

Pourtant, la plupart des décideurs politiques en Chine et aux États-Unis se considéraient comme faisant partie d'un nouvel ordre capitaliste : les marchés mondiaux et la financiarisation de l'économie mondiale seraient un bienfait net pour les deux pays. Puis vint la crise financière de 2008.

Alors que l'Amérique se concentrait sur la coordination des lignes de swap d'urgence avec les banques centrales, la Chine a autorisé une relance de 586 milliards de dollars, dont une grande partie a été affectée à la construction d'infrastructures, aux marchés immobiliers et au financement du développement dans toute l'Asie de l'Est. Alors que les États-Unis subissaient une récession prolongée, la Chine a consolidé sa position de principal moteur de croissance de l'Asie de l'Est, bien que son économie soit fortement déséquilibrée, minée par la corruption, trop de créances douteuses et une consommation insuffisante par rapport à la production.

La Chine a également commencé à se replier sur elle-même, en prenant des mesures pour protéger son économie à la fois des futures bulles du marché et des tentatives de l'Occident de limiter son développement technologique. Dans ce contexte, le scepticisme à l'égard des motivations plus larges de la



Chine a commencé à croître. Le militarisme anti-chinois a incubé dans les cercles de sécurité nationale pendant les années Obama, mais n'a pas pris de l'ampleur jusqu'à la présidence de Trump. Obama avait besoin de la Chine pour maintenir la stabilité de la mondialisation néolibérale, et même si le Pentagone poursuivait sa suprématie militaire en Asie (et dans le monde entier), son approche globale était ancrée dans la détente entre les États-Unis et la Chine datant des années 1970.

Obama a minimisé les mises en garde des faucons anti-chinois au lieu de réagir. En février 2016, la Maison Blanche a vainement demandé au Pentagone de cesser de parler de « concurrence », craignant que le fait de présenter comme naturel un conflit entre une puissance montante et un hégémon en déclin ne devienne une prophétie auto-réalisatrice.

Puis les Américains ont élu Trump en 2016. La présidence Trump a enhardi les faucons anti-Pékin et remplacé l'impératif d'Obama de préserver la coopération sino-américaine par une guerre économique nationaliste contre la Chine. Les groupes de réflexion sur la sécurité nationale tels que l'Institut Hudson, qui a amorcé le virage vers la préparation d'une guerre avec la Chine, ont trouvé dans l'administration Trump un consommateur consentant de ses notes politiques brillantes et de ses jeux de guerre.

Grâce au financement des entreprises de défense et de la Fondation Hewlett, les responsables politiques ont commencé à imaginer un projet de renouveau américain par le biais de la rivalité entre grandes puissances.

La stratégie de sécurité nationale de Trump affirme que la Chine cherche à « façonner un monde contraire aux valeurs et aux intérêts des États-Unis, et que la Chine cherche à supplanter les États-Unis dans la région indo-pacifique. » L'équipe de sécurité nationale du président de l'époque a fait de la « concurrence entre grandes puissances » avec la Chine l'axe principal de la grande stratégie américaine, car elle semblait représenter la menace la plus grave pour la primauté des États-Unis. Convaincue que les Démocrates peuvent gérer les rivalités entre grandes puissances de manière « intelligente », l'administration Biden a élargi la politique chinoise de Trump au lieu de la rejeter. Biden a maintenu de nombreux droits de douane imposés par Trump tout en imposant de nouveaux, a renforcé les contrôles des exportations de technologies américaines vers la Chine, a réaffirmé la puissance américaine en mer de Chine méridionale et a réaffirmé la nécessité de la primauté militaire. Mais contrairement à l'administration Trump, des collaborateurs comme Jake Sullivan (le conseiller à la sécurité nationale de Biden) pensaient que la rivalité avec la Chine pouvait soutenir un New Deal du XXI<sup>e</sup> siècle : un New Deal fondé sur les dépenses d'infrastructure, l'investissement dans les semi-conducteurs et les technologies climatiques pour surpasser la Chine dans ses efforts d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. L'administration Biden était imprégnée de la nostalgie de la Guerre froide, son personnel croyant sincèrement que la puissance militaire américaine avait assuré la prospérité à l'intérieur et à l'extérieur du

pays pendant la Guerre froide et qu'elle pourrait le faire à nouveau.

Les effets de la posture anti-chinoise de Biden ont été à l'opposé des objectifs visés. Chez nous, la menace chinoise n'a pas apporté de cohésion nationale : elle nous divise, car les politiciens gonflent la menace chinoise pour marquer des points politiques. C'est également la principale excuse utilisée par les politiciens pour convertir les projets sociaux de lutte contre le changement climatique et de création d'emplois en un cadeau aux entreprises qui ne parvient pas à discipliner le capital tout en faisant de « l'écoblanchiment » un nationalisme économique.

À l'étranger, l'obsession anti-chinoise de Washington a justifié le soutien des États-Unis à des régimes autoritaires. Washington ignore poliment les lacunes du parti d'extrême droite indien, le Bharatiya Janata Party, tout en vendant des milliards d'armes à ce pays et en fêtant Narendra Modi lors de dîners d'État, alors même qu'il ordonne l'assassinat de ses rivaux politiques à côté de chez lui, au Canada. Plus inquiétant encore, la rivalité est à l'origine d'une course aux armements et d'une posture chauvine sur le sort de Taïwan. La Chine a toujours empêché Taïwan d'être une nation « normale » dans la société internationale, mais pendant la majeure partie du XXI<sup>e</sup> siècle, la menace d'une guerre à propos de Taïwan était faible. Jusqu'à l'avènement de la concurrence entre grandes puissances. Aujourd'hui, la Chine et les États-Unis sont réellement engagés dans une confrontation militaire qui a été définie en termes de somme nulle.

Il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. Le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera pas gouverné par une seule grande puissance. La primauté est irréaliste, inutile et évitable. La coopération entre grandes puissances en matière de financement du développement, d'allègement de la dette souveraine et de transition écologique équitable dans les pays du Sud devrait devenir la base non seulement d'une nouvelle détente sino-américaine, mais aussi d'un nouvel ordre économique mondial.

\* Michael Brenes enseigne l'histoire à l'université de Yale. Son nouveau livre, *The Rivalry Peril : How Great-Power Competition Threatens Peace and Weakens Democracy* (co-écrit avec Van Jackson), sera publié en janvier. Van Jackson rédige la lettre d'information *Un-Diplomatic*. Son nouveau livre, *The Rivalry Peril : How Great-Power Competition Threatens Peace and Weakens Democracy* (co-écrit avec Michael Brenes) sera publié en janvier.

Traduit par les lecteurs  
du site Les-Crises

SÉNÉGAL – MAURITANIE  
Le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim franchit un jalon décisif

Après des mois de retard, une unité flottante indispensable à la mise en route du projet de production de gaz naturel en mer entre la Mauritanie et le Sénégal est arrivée le à bon port. Le projet de production de gaz naturel en mer entre la Mauritanie et le Sénégal a franchi une étape importante avec l'arrivée, après des mois de voyage, d'une unité flottante indispensable à la mise en exploitation, indique un communiqué reçu dimanche de l'un des partenaires du projet. Cette livraison avait été retardée de plusieurs mois. L'Unité flottante de production et de stockage de gaz (FPSO) est arrivée samedi par la mer sur le champ Grand Tortue Ahmeyim (GTA), a annoncé la compagnie pétrolière Petrosen, contrôlée par l'État sénégalais et associée dans le projet au Britannique BP, à l'Américain KosmosEnergy et à la Société mauritanienne des hydrocarbures.

Retards et augmentation des coûts

Le FPSO, stationné dans l'Atlantique à environ 40 kilomètres des côtes et raccordé aux puits d'extraction environ 80 kilomètres plus au large, réceptionnera le gaz et en effectuera un premier traitement, avant que le gaz ne soit expédié vers une autre unité flottante qui le liquéfiera, à environ 10 kilomètres du rivage, pour faciliter le transport. GTA, un investissement de plusieurs milliards de dollars, devrait produire environ 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, destinés à la consommation intérieure et à l'exportation. Il fera rentrer dans le club des producteurs de gaz la Mauritanie et le Sénégal, qui en attendent des revenus considérables et un impact fort sur leur économie. Mais il a accusé retards et augmentation des coûts. Les ministres mauritanien et sénégalais du Pétrole ont dit en janvier prévoir un démarrage de production au troisième trimestre 2024. La construction du FPSO par le géant naval chinois Cosco a subi le contrecoup de la pandémie de Covid-19, a indiqué Petrosen. Il a finalement quitté la Chine en janvier 2023. KosmosEnergy prévoyait alors son arrivée au cours du second trimestre 2023. Mais il a nécessité des travaux supplémentaires dans les chantiers navals de Singapour et une dernière escale technique aux Canaries, a indiqué Petrosen.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES EN TUNISIE

# Un pilier essentiel de l'activité économique

Les petites et moyennes entreprises ont un grand impact sur la création d'emplois dans de nombreux pays. Représentant plus de 95 % des entreprises, les PME constituent une part importante de l'économie tunisienne. En effet, elles contribuent à la création de projets innovants et de nouvelles opportunités pour les opérateurs économiques.

Dans les pays développés, les PME occupent une place importante et constituent l'un des leviers les plus dynamiques de la croissance économique et sociale dans la stratégie de développement. Dans ce cadre, Ridha Mrabet, ancien Pdg d'une Sicar régionale, nous rappelle que les PME représentent une part importante dans l'économie tunisienne et constituent plus de 95 % des entreprises. Elles permettent aux banques d'accroître leurs liquidités tout en leur permettant d'augmenter leur portefeuille. Aussi, l'avantage des PME c'est qu'elles peuvent recruter de la main-d'œuvre à faible qualification. «Le domaine de l'agriculture et de la pêche emploie près de 22 % de la main-d'œuvre qui n'est pas forcément qualifiée pour le travail», dévoile Mrabet. Selon ses propos, ces petites et moyennes entreprises permettent, également, de réduire l'exode rural en créant des entreprises dans les zones défavorisées et en améliorant les infrastructures et le cadre de vie. En plus, «les PME constituent une passerelle très importante de passage de la sphère de la fonction publique ou privée vers la sphère des affaires, nous avons de vrais success story qui témoignent des passages réussis», précise-t-il.

Manque d'expérience et de formation et faible accès au financement

Mrabet affirme que la principale source de création de projets d'investissement provient des nouveaux promoteurs (diplômés, innovateurs, porteurs d'idées de projets, gestionnaires, fonctionnaires publics et privés...). Cette catégorie de promoteurs est généralement dans sa première opération d'investissement, est souvent vulnérable et non suffisamment avertie et formée dans les domaines de la gestion des affaires. D'après lui, cette catégorie est composée, dans sa plus grande majorité, de nouveaux promoteurs connus par le manque d'expérience et de formation dans la gestion de l'investissement et de l'exploitation. Elle a, également, un faible accès au financement par manque de garanties et de savoir-faire dans le monde des affaires et de relations avec les banques et les institutions de financement en général. «Ces petits entrepreneurs souffrent d'une capacité financière très limitée et d'un engagement très faible dans le financement du projet vu leur apport très limité en capital, parfois ne dépassant pas 5 ou

6 % du coût du projet, notamment pour les projets s'érigeant en sociétés anonymes». Mrabet fait, également, savoir que cette catégorie est très souvent réputée par son actionnariat très peu diversifié. Ses actionnaires sont généralement des membres de la famille et parfois même des mineurs, juste pour combler les conditions légales d'une société anonyme. «Les écosystèmes de l'investissement sont assez compliqués et n'offrent pas toujours les bonnes conditions aux entreprises nouvellement créées», note-t-il. Et de poursuivre : «Ces types d'investissements manquent d'efficacité et de centralisation. Les intervenants financiers sont assez nombreux. Nous pouvons citer l'Apii, l'Apia, les centres d'affaires... et chacun fait son suivi et son accompagnement à sa manière et en fonction de ses objectifs, sans aucune synergie et grande efficacité. Il y a, aussi, la Sicar régionale qui est souvent accompagnée par plusieurs autres Sicar et ou des sociétés de gestion de fonds et aussi la Banque pour le financement des petites et moyennes entreprises qui est aussi souvent accompagnée d'une ou plusieurs autres banques commerciales».

EGYPTE

## Le Premier ministre impose des mesures pour prévenir les fraudes lors des voyages à destination du Hadj

Le Premier ministre égyptien fait retirer leur licence à 16 entreprises de tourisme et a déferé leurs dirigeants au parquet pour avoir illégalement facilité le voyage des pèlerins à La Mecque. Le Premier ministre a présidé une réunion de la cellule de crise initiée par le président Abdel Fattah El-Sissi, qui s'est concentrée sur la mort des pèlerins égyptiens. Un rapport discuté lors de la réunion a souligné que l'augmentation des décès de pèlerins égyptiens non-enregistrés provenait de certaines entreprises qui «organisaient les programmes du Hajj en utilisant un visa de visite personnelle, qui empêche ses détenteurs d'entrer à La Mecque» via les canaux officiels. Il est apparu que les tentatives de court-circuiter le processus officiel comprenaient des randonnées à travers des chemins désertiques et l'absence d'hébergement adéquat sur d'autres sites sacrés, ce qui a conduit à l'épuisement des pèlerins non-enregistrés en raison de la forte chaleur.

Dans un premier temps, 16 agences de voyage ont été identifiées comme enfreignant la réglementation et transportant des pèlerins sans leur offrir les services appropriés. Le premier ministre a ordonné la révocation immédiate des licences de ces entreprises, a renvoyé les responsables devant les tribunaux et a imposé des amendes aux familles endeuillées des pèlerins décédés. Au cours de la réunion, des mesures ont été discutées pour prévenir de tels incidents à l'avenir, y compris l'application d'actions immédiates contre les entreprises ou les entités qui ont facilité ces pèlerinages irréguliers. Madbouly a déclaré que bien que la délégation officielle égyptienne pour le Hajj comprenne plus de 50 000 pèlerins, il était difficile de déterminer le nombre de voyageurs non-enregistrés en raison de l'absence de données précises. Une source officielle, préférant garder l'anonymat, a indiqué à ArabNews que les chiffres élevés de décès rapportés pourraient inclure de nombreuses

personnes ayant voyagé avec des visas de visite – et non des visas Hajj. Il a suggéré que les responsables de «ces transgressions s'exposent à de graves répercussions, qui pourraient aller au-delà du retrait de permis et donner lieu à des poursuites pénales». L'agence de presse française AFP a rapporté que le nombre de morts parmi les pèlerins égyptiens pour le Hajj de cette année s'élevait à 600, ce qui indique que la majorité d'entre eux ne faisaient pas partie de la délégation officielle. En ce qui concerne les responsabilités juridiques, l'avocat égyptien Ahmed Abou el Saoud a déclaré que les agences de voyage sont pénalement responsables si elles facilitent sciemment ces activités illégales. À l'inverse, si elles n'étaient pas au courant et se contentaient de délivrer des visas sur la base des demandes de leurs clients, il serait plus facile de les tenir pour responsables s'il était prouvé qu'elles avaient une connaissance explicite du pèlerinage.

CAMEROUN

282 millions \$ d’engrais importés de 2021 à 2023

Après deux hausses conséquentes des volumes d’importation d’engrais, de 73 724 tonnes et 100 000 tonnes consécutivement en 2022 et 2023, le Cameroun doit accélérer ses projets d’usines locales de productions d’intrants pour réduire ses dépenses sur ce segment.

Les importations d’engrais ont coûté 173,9 milliards FCFA au Cameroun de 2021 à 2023 selon l’Institut national de la statistique qui révèle des hausses annuelles en volume de 82% en 2022 à 129 600 tonnes pour 66,4 milliards (contre 36,5 milliards en 2021) et de 76,2% en 2023 à 228 326 tonnes pour 70,9 milliards (+6,7% en valeur). L’INS relève que les coûts ont explosé en 2022 à cause du conflit Russo-Ukrainien, la Russie étant un important fournisseur d’engrais au Cameroun. Des coûts qui affectent la balance commerciale du pays, alors que les projets d’usines de production d’intrants peinent à s’y concrétiser.

Investir au Cameroun cite l’exemple d’une unité de production annuelle de 600 000 tonnes d’ammoniac et 700 000 tonnes d’urée de l’allemand Ferrostaal à Limbé au Sud-Ouest, dont le préaccord commercial d’approvisionnement en gaz naturel a été signé en 2013 avec EurOil Ltd et la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Les négociations piétinent depuis lors pour ce projet au coût évalué à environ 2 milliards USD. Des sources internes au ministère de l’Économie révèlent que « les négociations butent sur le prix du gaz proposé, qui rend le projet non rentable. Le dossier se trouve à la SNH ». Fin juin, le ministre par intérim de l’Industrie, Fuh Calistus Gentry, ré-

vélait un projet gouvernemental d’usine d’engrais à Douala, que Gaz du Cameroun, la filiale du britannique Victoria & Gas exploitant les champs gaziers de Logbaba, a déjà accepté d’approvisionner. L’étude de faisabilité financée par l’État devrait démarrer cette année. Il y a également la société Vision Global qui souhaite construire 2 unités de production d’engrais chimiques et organiques à Yaoundé et Limbé respectivement. Ces projets dont le coût global est estimé à environ 816 millions USD et dont les études de faisabilité ont démarré, devraient produire « 230 000 tonnes d’ammoniac et 400 000 tonnes d’urée par an » selon le ministre.

LIBERIA

Le président Boakai déclare environ 1 million \$ d’actifs

Le président libérien Joseph Boakai a rendu publique la déclaration obligatoire de ses actifs, qui montre qu’il possède un peu moins d’un million de dollars. Les textes en vigueur forcent les responsables gouvernementaux et un certain nombre d’autres officiels à déclarer leurs biens avant de prendre leur poste. Mais ils ne sont pas tenus de publier cette dé-

claration. M. Boakai, vainqueur en novembre au second tour de la présidentielle contre le sortant George Weah, avait remis cette déclaration à la Commission anti-corruption (LACC) en février, deux semaines après son investiture. Ses services publient à présent cette déclaration, consultable sur les réseaux sociaux. Cette initiative est le signe de son "enga-

gement indéfectible en faveur de la transparence et de son aversion pour la compromission", a dit la présidence. Cette déclaration, datée de fin janvier, indique qu’il possédait 970.419 dollars (907.318 euros) en valeur nette déduite de ses dettes, essentiellement en biens immobiliers. M. Boakai a fait vœu de gouverner par l'exemple et de combattre la corruption.

AFREXIMBANK - CDC AFRIQUE

Deux milliards de dollars pour soutenir la fabrication africaine de produits pharmaceutique

La Banque africaine d’import-export (Afreximbank) et le Centre de contrôle et de prévention des maladies en Afrique (CDC Afrique) ont annoncé un nouvel accord de coopération de 2 milliards de dollars pour soutenir la santé et la fabrication de produits pharmaceutiques en Afrique. Dans le cadre de cette nouvelle collaboration,

l’Afreximbank a également engagé un mécanisme de 2 milliards de dollars pour le Plan d’investissement dans la sécurité sanitaire en Afrique, afin de soutenir l’ambition de fabrication de produits sanitaires sur le continent, a indiqué le CDC Afrique dans un communiqué publié jeudi. Bien que les entreprises pharmaceutiques afri-

caines soient confrontées à l’impact majeur des défis sanitaires, sécuritaires et économiques mondiaux, le CDC Afrique estime qu’elles sont les moteurs d’investissement et de progrès technologiques dont le secteur a besoin. La faible confiance des investisseurs, le manque d’infrastructures adaptées, les barrières commerciales et les défis

réglementaires comptent parmi les contraintes qui pèsent sur l’investissement dans le secteur de la santé en Afrique. Des fonds peuvent être disponibles, cependant un grand nombre d’investissements ne se concrétisent pas en raison d’obstacles financiers et non-financiers, selon le CDC Afrique.(APS)

MADAGASCAR

Un prêt de 321 millions \$ accordé par le FMI pour l’action climatique

Madagascar sera le premier pays à bénéficier d’un cadre de travail commun renforcé entre le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour stimuler l’action en faveur du climat, via un prêt de 321 millions de dollars débloqué, ont annoncé les deux organisations. "Le changement climatique exacerbe la pauvreté à Madagascar", ont relevé les deux institutions dans un communiqué commun. L’île de l’océan Indien pourra en bénéficier dans le cadre d’un prêt d’environ 321 millions de dollars, validé ven-

dredi par le Conseil d’administration du FMI, et accordé au titre de la "facilité pour la résilience et la durabilité". "Grâce à ce cadre, les efforts coordonnés du Groupe Banque mondiale et du FMI s’efforceront de soutenir davantage la résilience du pays face au changement climatique, en étroite collaboration avec d’autres partenaires de développement", ont-elles précisé. Cette collaboration renforcée entre les deux institutions économiques avait été annoncée en mai. Elle doit aider les pays à intensifier leurs actions face à la menace du changement climatique.

Parmi les domaines concernés par cette collaboration, le FMI et la Banque mondiale citent "la promotion d’investissements verts et résilients et les interventions d’adaptation qui apporteront des avantages immédiats en matière de développement". "Madagascar adoptera également une stratégie nationale de mobilisation des financements climatiques afin de renforcer sa position en tant que destination attrayante pour les investissements liés au climat", ont souligné les deux organisations. Elles se disent par ailleurs prêtes "à

soutenir une plateforme pilotée par le pays pour mobiliser des financements climatiques programmatiques et de projets supplémentaires qui pourraient être mis en œuvre en 2025". Le FMI a par ailleurs annoncé avoir approuvé un prêt de 337 millions de dollars sur 36 mois pour Madagascar, dans le cadre d’une "facilité pour la résilience et la durabilité". Cette somme comporte néanmoins 312,4 millions de dollars d’un prêt qui avait été accordé en mars 2021, puis annulé pour être réintégré à la nouvelle enveloppe.

BURKINA FASO

Hausse de 5 % du budget alloué au développement rural en 2025

Au Burkina Faso, le secteur agricole contribue à environ 16 % du PIB et emploie environ près de 75 % de la population active. Dans le cadre de son exercice de 2025, le gouvernement veut renforcer son soutien au développement du secteur agricole. Au Burkina Faso, le gouvernement veut allouer près de 202,3 milliards de francs CFA (320,8 millions \$) au secteur du développement rural dans le cadre de la loi de finances adoptée pour l’année 2025. Ce secteur regroupe les domaines de l’agriculture, des ressources animales et halieutiques, de l’environnement, ainsi que de l’eau et de l’assainissement. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le 23 décembre 2024, le ministère de l’Économie et des Finances a précisé que cette enveloppe marque une hausse de 5 %, soit une augmentation de 9,8 milliards de francs CFA (15,5 millions \$) par rapport à l’année précédente. Cette progression budgétaire contribuera à renforcer le soutien au secteur agricole, qui est confronté aux aléas climatiques et à de nombreux défis. Elle entretient en outre l’espoir d’une amélioration continue de la production agricole. D’après les dernières estimations du ministère de l’Agriculture, la récolte céréalière au Burkina Faso devrait déjà croître de 18 % à plus de 6 millions de tonnes en 2024/2025. Globalement, l’enveloppe allouée au secteur du développement rural en 2025 ne représente que 5,6 % du budget total du gouvernement, estimé à plus de 3 612 milliards de francs CFA (5,7 milliards \$) pour cette année. Ce ratio budgétaire demeure largement inférieur à l’engagement de Malabo, fondé sur les résolutions du Sommet de Maputo en 2003, qui recommande aux gouvernements des pays africains d’affecter au moins 10 % de leurs ressources nationales au financement du secteur agricole en vue de promouvoir le développement durable de l’agriculture et de l’agroindustrie.

CAC 40

Ce que peut réserver l’année 2025 pour les marchés actions

L'année 2025 sera marquée par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et ses conséquences tant pour l'économie que pour les bourses mondiales. Globalement, les bureaux d'études sont bien plus optimistes pour les États-Unis que pour l'Europe.

L'exceptionnalisme américain". Ce concept renvoie à l'idée que les États-Unis possèderaient des standards uniques et supérieurs par rapport aux autres pays, ce qui les pousserait à jouer un rôle prépondérant dans le concert des nations. En Bourse, cette notion "d'exceptionnalisme" des États-Unis a été récemment mentionnée dans plusieurs commentaires de marché. Elle fait tout simplement référence à l'impressionnante surperformance de Wall Street sur les marchés actions. Selon les données du gérant d'actifs Schroders, les États-Unis ont (en dollars) éclipsé l'Europe, le Japon, le Royaume-Uni et les pays émergents sur dix des 14 dernières années. Encore en 2024, le S&P 500, avec sa progression de 24,5% (\*) depuis le 1er janvier, va très certainement battre à plate couture le Stoxx Europe 600, un indice paneuropéen, qui ne prend pour l'heure que 5,9%. L'indice américain devrait également surpasser le Nikkei 225 de Tokyo (+20,4%) et le CSI 300 chinois (+16%).

L'agenda de Trump, grande question de 2025

Qu'en sera-t-il pour 2025? Une chose est certaine: les États-Unis seront plus que jamais sur le devant de la scène. Ne serait-ce que parce que Donald Trump fera son grand retour à la Maison-Blanche, le 20 janvier. Les simples nominations de certains membres de son administration ont provoqué des remous sur les marchés. Cela a été le cas, notamment, du secrétaire à la Santé, le vaccinosceptique Robert Francis Kennedy Jr, dont la désignation avait engendré un repli des groupes pharmaceutiques en Bourse. "Le président élu Trump a plusieurs objectifs de politique économique potentiellement contradictoires, et la manière dont il les pondérera pendant son mandat influencera la croissance mondiale et les prix des actifs (boursiers, NDLR) en 2025 et au-delà", résume Deutsche Bank. "À l'échelle nationale, il est presque certain que le nouveau président introduira davantage de mesures de relance budgétaire, ce qui signifie que les gouvernements d'autres pays, notamment en Europe et en Chine, n'auront d'autre choix que de suivre le mouvement pour compenser tout effet économique négatif découlant d'une politique commerciale agressive", exposent de leur côté les straté-gistes de JP Morgan AM. Donald Trump a notamment promis d'abaisser le taux d'impôt sur les sociétés à 15% contre 21% actuellement, ce qui devrait, toute chose égale par ailleurs, soutenir les bénéfices des entreprises américaines. Mais le flou demeure sur l'application concrète de la poli-tique anti-immigration prônée par le milliardaire ainsi que sur sa volonté d'instaurer des tarifs douaniers (60% pour la Chine et 10% à 20% pour les autres pays). Les straté-gistes de JPMorgan AM pensent que les droits de douanes à l'encontre de la Chine seront mis en œuvre car il existe un consensus bipartisan aux États-Unis pour considérer ce pays comme "un commerçant déloyal". Mais ils jugent que les autres pays auront des marges de négociations.

Divergence de politique monétaire

"Il n'est pas certain que le président puisse imposer un droit de douane universel par décret. Il est habilité à appliquer des droits de douane unilatéraux ciblés, mais l'application

de droits de douane généralisés semble nécessiter l'intervention du Congrès, ce qui prendra du temps", expliquent-ils. "Les droits de douane généralisés sont également plus risqués sur le plan économique. Au cours des dernières années, on a pu observer à quel point l'électorat n'aime pas l'inflation et qu'un droit de douane de 10% à 20% sur les importations en provenance de toutes destinations est susceptible d'avoir un impact plus important sur les pressions inflationnistes aux États-Unis", ajoutent-ils. Niveau conjoncture, les États-Unis devraient encore afficher une croissance robuste en 2025, Deutsche Bank retenant une progression du PIB de 2,5%, Bank of America de 2,4%. En face la zone euro ferait trois fois moins bien, la banque allemande tablant sur 0,8% et sa consœur américaine sur 0,9%. L'atonie de l'économie pourrait amener la Banque centrale européenne (BCE) à accélérer les baisses de taux en 2025, là où la Réserve fédérale américaine (Fed) devra jouer les équilibristes avec les impacts inflationnistes des politiques de Donald Trump. "Aux États-Unis, avec une administration perçue comme pro-business et un programme économique jugé inflationniste, le cycle de baisse des taux de la Fed pourrait s'avérer plus court que prévu", résume Raphaël Thuin, de Tikehau Capital. "Contrairement à la Fed, il est peu probable que la BCE soit gênée par des inquiétudes quant à une reprise de l'inflation. Nous prévoyons donc toujours de multiples baisses des taux d'intérêt de la part de la BCE au cours de l'année 2025", écrivent, de leur côté, les straté-gistes de JPMorgan AM. Une autre question importante demeure: l'action des autorités chinoises face au ralentissement économique. Pékin sortira-t-il le bazooka pour relancer l'activité? UBS table sur des mesures représentant 2 points de produit intérieur brut. Deutsche Bank mise sur plus de 2,5 points de PIB et une croissance chinoise de 4,8% en 2025.

De l'optimisme sur les marchés américains

Maintenant que le cadre économique et monétaire est posé, comment peuvent évoluer les marchés actions? Les bureaux d'études sont optimistes pour les actions américaines. Alors que le S&P 500 se situe actuellement autour de 5.940 points (\*), UBS voit l'indice américain grimper à 6.400 fin 2025, Bank of America s'amuse avec une cible à 6.666 (référence au chiffre du diable) et Deutsche Bank a retenu un cours à 7.000. Ce qui accorde des potentiels respectifs de 8%, 12% et 18%. UBS, qui a pourtant la cible la moins optimiste, recommande d'acheter les actions américaines face au reste du monde, citant les politiques économiques bénéfiques de Donald Trump, comme les baisses d'impôts mais aussi la dérégulation. "Actuellement la dynamique économique et des résultats d'entreprises est plus favorable aux États-Unis", avance-t-elle. Deutsche Bank table sur une amélioration des bénéfices par action des sociétés composant le S&P 500 de 11,6% à 282 dollars en 2025, voire 17% si la croissance mondiale accélère plus que prévu. Bank of America estime par ailleurs que l'économie américaine générera des gains de productivité qui soutiendront les actions américaines. "La surpondération des actions américaines est un consensus massif qu'il est aujourd'hui impossible de contester", conclut Edmond de

Rotschild AM.

L'Europe dans le dur?

En comparaison, les avis sont bien plus divers et surtout moins optimistes pour les actions européennes. Deutsche Bank pense que le Stoxx Europe 600 atteindra 590 points fin 2025, contre 507 environ à l'heure actuelle, ce qui accorde un potentiel de 16,4%. La banque allemande estime que les marchés actions européens intègrent déjà beaucoup d'éléments défavorables et voit "beaucoup de potentiel", même si, selon elle, l'Europe ne surperformera pas les États-Unis. UBS, elle, estime que le Stoxx Europe tombera à 470 fin 2025 (soit une baisse d'environ 7%). Bank of America détaille, de son côté, un peu plus sa projection. Elle voit le Stoxx Europe 600 reculer à 470 mi-2025 avant une remontée à 500 en fin d'année (ce qui donnerait une baisse de 1,3% sur un an). L'établissement note, sans trop de surprise, que l'incertitude sur les tarifs douaniers américains risque de peser sur la performance du Vieux Continent. "Les marchés actions européens devraient évoluer en dents de scie dans l'attente d'une évaluation des impacts économiques réels d'un premier semestre riche en événements structurants", notamment des annonces en provenant des États-Unis, projette Ostrum AM. Les straté-gistes de JPMorgan AM invitent toutefois à "remettre en question la décote" dont pâtissent les actions européennes par rapport aux américaines (environ 35%) en soulignant que l'Europe a l'avantage d'avoir "beaucoup moins d'obstacles à surmonter pour dépasser les attentes". "Les bénéfices du S&P 500 devraient augmenter de 14% au cours des 12 prochains mois, et l'indice se négocie à un multiple de 22 fois ces bénéfices. En revanche, les bénéfices du

MSCI Europe ex-UK (un indice centré sur l'Europe continentale, NDLR) devraient augmenter de 8% au cours des 12 prochains mois, et l'indice se négocie à un multiple de 14 fois ces bénéfices", développent-ils. "Par conséquent, les cours ont déjà intégré une part importante de la sous-performance européenne", concluent-ils. À voir si, dans ce contexte assez peu engageant, le CAC 40 pourra quand même rattraper le retard qu'il a accumulé sur les autres grands indices européens. L'indice parisien a sous-performé à peu près tout ce qu'il était possible de sous-performer en 2024, lesté par les incertitudes politiques et l'impact du ralentissement de la Chine sur le luxe, compar-timent phare de la Bourse de Paris. Dans une note publiée mi-décembre, Goldman Sachs n'était guère optimiste, jugeant que malgré sa contre-performance le CAC 40 n'était pas attrayant pour autant. Bank of America voit un potentiel pour le marché français compris entre une hausse 4% et une baisse 2% sur douze mois. "Il est probable que la contre-performance du CAC 40 subsiste sur les premiers mois de 2025, tout comme un écart de spread (la différence sur le rendement de l'obligation souveraine à 10 ans, NDLR) important face à l'Allemagne", a de son côté jugé Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet AM. "Le CAC 40 n'est pas cher et présente un bon rendement au niveau des dividendes (3% environ). Comme il a sous-performé le marché américain et les autres indices européens, je ne pense pas qu'il peut s'effondrer. Mais il n'est pas sur le point de rebondir fortement non plus. Les investisseurs attendent des gages supplémentaires du côté de la Chine et du gouvernement français", tranche pour sa part Alexandre Baradez, responsable de l'analyse de marché chez IG France.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| بنك الجزائر<br>BANK OF ALGERIA<br>COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN<br>Cours du : 26 Décembre 2024<br>Valeur : 30 Décembre 2024 |         |                     |                                                                                       |             |             |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| BASE                                                                                                                                             | DEVISES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                                                                                                                                                | USD     | US DOLLAR           |  | 135.5321    | 135.5471    |
| 1                                                                                                                                                | EUR     | EURO                |  | 140.9127    | 140.9419    |
| 1                                                                                                                                                | GBP     | POUND STERLING      |  | 169.7759    | 169.8798    |
| 100                                                                                                                                              | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 86.1123     | 86.1273     |
| 1                                                                                                                                                | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.5681     | 18.5704     |
| 1                                                                                                                                                | CHF     | SWISS FRANC         |  | 150.6080    | 150.6414    |
| 1                                                                                                                                                | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 94.2177     | 94.2608     |
| 1                                                                                                                                                | DKK     | DANISH KRONE        |  | 18.8882     | 18.8916     |
| 1                                                                                                                                                | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 12.2144     | 12.2197     |
| 1                                                                                                                                                | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 11.9182     | 11.9223     |
| 1                                                                                                                                                | AED     | UAE DIRHAM          |  | 36.8955     | 36.9067     |
| 1                                                                                                                                                | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 36.0842     | 36.0978     |
| 1                                                                                                                                                | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 439.6111    | 439.9451    |
| 1                                                                                                                                                | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 42.2229     | 42.6472     |
| 1                                                                                                                                                | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.4725     | 13.4740     |
| 1                                                                                                                                                | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 27.4902     | 27.6311     |
| 1                                                                                                                                                | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.4054      | 3.4160      |
| 1                                                                                                                                                | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 176.7539    | 176.7539    |

NORVÈGE

# Des réformes des dépenses publiques contribueront à préserver le niveau de vie élevé

La Norvège continue de bénéficier d'un niveau de vie élevé, son produit intérieur brut (PIB) par habitant étant nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE, même si son avance à cet égard s'est réduite au cours des 15 dernières années.

D'après la dernière Étude économique de l'OCDE consacrée à la Norvège, la croissance du PIB devrait se hisser de 0.5 % en 2023 à 1.2 % en 2024, puis à 2.1 % en 2025. L'inflation évolue à la baisse en Norvège, si bien que le taux annuel d'inflation globale était passé sous la barre des 4 % au début de 2024. Le taux de chômage devrait rester stable aux alentours de 4 % en 2024 et 2025. Les risques qui entourent les perspectives économiques résident notamment dans une fragmentation géopolitique et dans l'impact des coûts d'emprunt élevés sur le marché du logement. Le resserrement de la politique monétaire a fait baisser l'inflation, même si la dépréciation de la couronne norvégienne et l'augmentation du coût des transports, du logement et des produits alimentaires l'ont maintenue à un niveau nettement supérieur à l'objectif visé. Compte tenu de l'ampleur des dépenses engagées pendant la pandémie de COVID-19, il est nécessaire de durcir l'orientation de la politique budgétaire de la Norvège. Il importera de continuer à mener une politique monétaire restrictive, tout en déployant des efforts de maîtrise des dépenses publiques, pour ramener l'infla-

tion au niveau de l'objectif visé. « Le niveau élevé de ses dépenses publiques permet à la Norvège de fournir des services publics importants et de grande qualité, mais dans les temps à venir, la diminution des recettes pétrolières et les coûts liés au vieillissement démographique exerceront des tensions sur les finances publiques », a déclaré Luiz de Mello, Directeur de la Branche des études nationales du Département des affaires économiques de l'OCDE, lors de la présentation du rapport à Oslo, en présence du ministre norvégien des Finances, Trygve Slagvold Vedum. « La mise en place d'une budgétisation à plus long terme, l'instauration d'une règle de dépenses visant à limiter les dépenses en proportion du PIB, et une amélioration de l'efficacité des programmes de dépenses contribueraient à ce que la situation des finances publiques norvégiennes reste saine. » Mesurées en pourcentage du PIB, les dépenses publiques de la Norvège sont les plus élevées de la zone OCDE et s'accroissent rapidement. Pour enrayer cette tendance, il faudrait assurer une meilleure prise en compte du coût de l'action publique au niveau régional, renforcer la coordination et la coopération dans les domaines de la

santé et de l'éducation, améliorer les incitations à limiter les dépenses de santé et d'invalidité, et revoir les subventions agricoles. La Norvège reste un des pays de l'OCDE les plus productifs, mais les gains de productivité y ont fléchi au cours des dernières années. Favoriser l'acquisition de compétences correspondant mieux aux besoins du marché de l'emploi permettra de relancer la croissance de la productivité. Le marché du travail est tendu, ce qui se traduit par des taux d'emploi et d'activité qui figurent parmi les plus élevés de la zone OCDE. Le niveau des compétences est élevé et leur distribution est relativement égale, mais des pénuries de main-d'œuvre qualifiée sont apparues, en particulier dans le secteur technique et dans celui des soins de santé. Veiller à ce que le système éducatif permette d'acquérir des compétences solides et utiles, en renforçant le système d'enseignement et de formation professionnels, étayera les efforts déployés pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre et aux problèmes d'inadéquation entre les compétences et les emplois.

LE FORUM DE L'ÉNERGIE DE BAKOU AXÉ SUR L'IA

## La croissance et la transition vers l'énergie propre

Les progrès de l'IA, la croissance économique dans les pays en développement et le passage à des solutions énergétiques propres ont été au cœur de l'ordre du jour du Forum de l'énergie de Bakou, organisé dans le cadre de la Semaine de l'énergie de Bakou. Quelque 300 entreprises de 37 pays se sont réunies pour l'un des événements les plus importants du calendrier

mondial du secteur de l'énergie. Angela Wilkinson, secrétaire générale et directrice générale du Conseil mondial de l'énergie, a déclaré à EuroNews : « Ce que nous voulons vraiment savoir, c'est à quoi ressemble un accès moderne à l'énergie pour tout le monde. Et par conséquent, de quel type de système énergétique nous avons besoin pour y parvenir. » « De notre point de vue, les

systèmes énergétiques mondiaux ne sont plus adaptés. Nous devons être progressistes et pragmatiques, mais nous n'y parviendrons pas si nous n'incitons pas un plus grand nombre de personnes et de communautés diverses à comprendre leur rôle et leurs choix », a-t-elle ajouté. Christophe McGlade, chef de l'unité « Approvisionnement en énergie » de l'Agence internationale de l'énergie,

s'est fait l'écho de ce sentiment : « Aujourd'hui, nous devons reconnaître que le système énergétique ne fonctionne pas pour tout le monde. Un très grand nombre de personnes n'ont pas accès à l'électricité. 750 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à une cuisine propre. Cela est très préjudiciable à leur santé. »

ETATS-UNIS

## Trump soutient les visas au coeur de dissensions dans son camp

Le président américain élu Donald Trump s'est dit samedi favorable, comme Elon Musk, à une catégorie de visas américains destinée à la main d'oeuvre étrangère qualifiée, au moment où des dissensions sur le sujet agitent son propre camp. "J'ai toujours cru au programme H1-B. Je l'ai utilisé à de nombreuses reprises", a déclaré le président élu au tabloïd conservateur New York Post, en référé-

rence aux salariés de ses propres entreprises. Depuis plusieurs jours, certains de ses soutiens issus de la tech, dont Elon Musk, s'écharpent sur la question avec d'autres figures conservatrices de son clan, aux positions ardemment anti-immigration. Les visas H1-B permettent aux entreprises de faire venir aux Etats-Unis des travailleurs étrangers dotés de qualifications précises et sont très utilisés par la Silicon Valley.

Le multimilliardaire Elon Musk, devenu un proche de Donald Trump et natif d'Afrique du Sud a lui-même bénéficié par le passé de ce type de visas. "La raison pour laquelle je suis en Amérique en tant que personnes essentielles qui ont construit SpaceX, Tesla et des centaines d'autres entreprises (...), c'est à cause du H1B", a tonné Elon Musk sur son réseau X vendredi, promettant de "partir en

guerre sur cette question". Un discours qui dérange certaines figures conservatrices, alors que Donald Trump a été élu avec un programme avant tout anti-immigration. L'ancien conseiller de Donald Trump à la Maison Blanche, le très droitier Steve Bannon, a fustigé vendredi dans une émission une "escroquerie des oligarques de la Silicon Valley pour prendre les emplois des citoyens américains".

CHINE

### Les IDE avoisinent les 58 milliards de dollars les 5 premiers mois 2024

Les investissements directs étrangers (IDE) dans la Chine ont atteint 412,5 milliards de yuans (environ 57,94 milliards de dollars) durant les cinq premiers mois de l'année, selon des données publiées par le ministère chinois du Commerce. Le montant des IDE a connu une baisse de 28,2% par rapport à la même période de l'année dernière, indique le ministère chinois, qui précise que malgré ce déclin, 21.764 nouvelles entreprises à investissement étranger ont été créées durant cette période, soit une augmentation de 17,4%. "Le volume des investissements étrangers en usage réel reste à un niveau historiquement élevé", a noté un responsable du ministère, qui a attribué la baisse principalement à une base de comparaison élevée de l'année dernière. Le secteur manufacturier a attiré 28,4%, soit 117,1 milliards de yuans, du total du flux d'IDE, en hausse de 2,8 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière, ce qui indique une amélioration continue de la structure des investissements. Le flux d'IDE dans la fabrication d'équipements intelligents pour les consommateurs et les services techniques professionnels ont augmenté respectivement de 332,9% et 103,1% sur un an

FINLANDE

### Un détricotage systématique des droits sociaux

Facilitation des licenciements, possibilité de faire grève restreinte, assurance chômage moins accessible... La coalition en place, du centre à l'extrême droite, sape les droits des travailleurs. L'extrême droite s'est glissée au pouvoir en Finlande il y a un peu plus d'un an, et depuis, au sein de la coalition gouvernementale, elle grignote à marche forcée les acquis sociaux. Le 2 avril 2023, le Parti des Finlandais (extrême droite) gagne sept nouveaux sièges au Parlement et devient la deuxième force politique dans le pays. Il aura fallu deux mois d'après négociations pour que se forme une coalition des quatre partis, à savoir le Parti de la coalition nationale (conservateur, 20,8 %) du Premier ministre, le Parti des Finlandais (20 %), le Parti populaire suédois de Finlande (centre droit, 4,3 %) et les Chrétiens-démocrates (4,2%). L'objectif du nouveau Premier ministre conservateur, Petteri Orpo, est de créer 100 000 emplois, de réduire la dette du pays et durcir la politique migratoire.

## TRICHERIE AUX ÉMISSIONS DE CO2 Stellantis encore épinglé pour plus de 4 millions par la Californie

Stellantis a été condamné à une grosse amende par la Californie, pour ne pas avoir respecté la réglementation sur la qualité de l'air. Si Stellantis se dit prêt à respecter en 2025 la réglementation européenne en matière de rejets de CO2, c'est un nouveau coup dur pour le groupe automobile aux États-Unis qui, en plus de ses ventes qui n'ont cessé de chuter au cours de l'année 2024, se voit désormais contraint de payer une grosse amende pour des faits qui remontent à 2014-2016. En l'espèce, l'affaire porte sur le non-respect d'une réglementation sur la qualité de l'air et les taux d'émissions polluantes. L'amende que le groupe va devoir payer n'est pas directement liée au dépassement de ces taux, mais vise plutôt à mettre fin à une procédure à son encontre. Montant de la facture : 4 185 820 \$, soit environ 4,04 millions d'euros. Une grosse somme, qui doit mettre fin à l'enquête menée par l'État de Californie sur les émissions excessives des véhicules de la filiale américaine de Stellantis, FCA US, laquelle fait état de tricheries sur les émissions polluantes...

**55 tonnes d'oxyde d'azote en plus dans l'air**

Dans le détail, c'est l'autorité en charge de la qualité de l'air dans l'État de l'ouest des États-Unis, le California Air Resources Board (CARB), qui a déclaré qu'un certain nombre de véhicules étaient suspectés d'être en violation du règlement, à savoir les pick-up Ram ProMaster 1500, 2500 et 3500 sortis d'usine entre 2014 et 2016 et équipés du moteur V6 diesel 3.0. Ce qui leur était reproché est d'avoir équipé les véhicules, lors de tests de contrôle, d'un dispositif non approuvé qui contournait le contrôle des émissions et ne respectait pas les normes utilisées lors de la certification initiale pour la vente en Californie. Comprenez par là que les moteurs présentaient un comportement différent en fonctionnement réel par rapport aux tests de certification. De quoi libérer par moins de 55 tonnes d'oxyde d'azote en plus dans l'air, selon la CARB. Et ce n'est pas la première fois que le groupe se fait épingler...

**Pas la première fois pour Stellantis**

En effet, si Stellantis a accepté d'effectuer un rappel des véhicules concernés afin de mettre en conformité leur système de contrôle des émissions, la CARB avait déjà conclu un règlement conjoint en 2022 avec FCA pour des cas similaires, mais qui portaient à l'époque sur des moteurs à essence. Afin de stopper la procédure, le groupe automobile avait alors dû se délester de pas moins de 5,6 millions de dollars. Et en 2019, l'entreprise avait aussi violé les lois sur l'environnement et la protection des consommateurs en utilisant un logiciel truquant les émissions de plus de 100 000 véhicules sur tout le territoire des États-Unis. À noter que cette nouvelle amende se divise en deux parties : une amende civile d'environ 2 millions de dollars versée directement à l'organisme afin de financer ses projets de recherche visant à améliorer la qualité de l'air en Californie. Quant au reste de l'amende, il servira au projet environnemental visant à faire baisser la vitesse des bateaux dans certaines zones pendant les pics d'ozone ou les périodes où les baleines sont les plus nombreuses.

## Les occasions à moteur 1.2 Puretech sont-elles bradées ?

Qui s'intéresse un tant soit peu à l'automobile a déjà compris pourquoi la question est posée. En effet, le moteur 1.2 Puretech du groupe Stellantis est défavorablement connu pour son manque de fiabilité et ses défauts de conception. Une mauvaise réputation qui, si elle suit la règle habituelle, est censée faire baisser les prix de revente des occasions. Mais pour les modèles au Puretech, les cotes sont-elles réellement affectées ? Nous avons épluché les annonces pour le savoir. Et c'est pas joli joli...

Il y a de nombreux critères qui peuvent faire varier la cote d'une voiture d'occasion. L'âge, le kilométrage, la motorisation, le niveau d'équipement, sont des variables bien connues. Mais il en est d'autres, comme la réputation du modèle, sa "cote d'amour", sa rareté ou son abondance sur le marché, et enfin, sa réputation de fiabilité et de robustesse. Et sur ce dernier point, le moteur 1.2 Puretech de Stellantis (et PSA dans un premier temps) commence à avoir un lourd passif. Le groupe a d'ailleurs décidé de le débaptiser et de faire disparaître le nom... Ce moteur a en effet connu de nombreux soucis, dont le plus connu est aujourd'hui celui qui concerne sa courroie de distribution, et qui touchent plus particulièrement les versions turbo 110 et 130 ch, un peu moins la version atmo 82 ch. Baignant dans l'huile du carter moteur, elle peut se désagréger, pâtissant de la dilution de cette même huile par du carburant, ce qui la rend agressive pour le caoutchouc qui compose la courroie et son dos en tissu (les premières courroies des PureTech avaient un dos en tissu). Nous n'allons pas revenir sur le souci en lui-même, et les autres, puisque nous avons consacré des articles complets à la description des différents problèmes plus ou moins graves du Puretech. Nous allons aujourd'hui nous appesantir sur les conséquences de ce qui est aujourd'hui considéré comme un scandale, le scandale du "Puregate", sur les cotes des nombreux modèles qui ont glissé ce moteur sous leur capot. Une "affaire" qui fait que même les commerciaux des réseaux Peugeot, Citroën, Opel ou Toyota, plus encore que chez les autres constructeurs, rechignent à faire des reprises sur les modèles dotés de ce moteur, ou alors en massacrant sa valeur. En voici d'ailleurs la liste :

- Chez Citroën : C3 II, C3 III, C3 Aircross, C4 II, C4 III, C4 Picasso II, C4 Cactus, Berlingo II, Berlingo III, C3 Picasso, C3 Aircross, C4 Space Tourer, C5 Aircross, C5 X
- Chez DS : DS 3, DS 3 Crossback, DS 4, DS 7 Crossback
- Chez Peugeot : 208, 208 II, 2008, 2008 II, 308 II, 308 III, Partner II, Rifter, 3008, 3008 II, 5008, 5008 II
- Chez Opel : Crossland X, Grandland X, Corsa VI, Mokka II, Astra VI
- Chez Toyota : ProAce City

La question est simple : ces modèles ont-ils perdu plus de valeur que leurs concurrents ? Les prix auxquels ils sont affichés en annonce sont-ils un peu plus bas, beaucoup plus bas ou passionnément plus bas que ceux des modèles comparables ? En un mot comme en cent : les décotes sont-elles plus rapides ? Nous avons donc pris plusieurs exemples, parmi les plus vendus des modèles dotés de cet épouvantail à acheteurs.

**La Peugeot 208**

La Peugeot 208 de première génération a été l'une des premières à adopter le moteur 1.2 Puretech, en 2014/2015. Prenons donc pour commencer un modèle 2015, affichant entre 100 000 et 120 000 km, en 1.2 Puretech 82, finition Active. Le prix moyen est de 6 750 €, soit une décote moyenne de - 61 %. Parmi les concurrentes, une Volkswagen Polo. Un modèle 2015 en 1.2 TSI 90 Lounge, qui s'affiche en moyenne à 9 200 €, soit une décote de - 48 % seulement ! Une Toyota Yaris 1.0 69 VVTi Active est en moyenne à 7 650 €, soit une décote de - 52 %. Enfin par exemple, une Renault Clio IV 0.9 TCe 90 Intens s'affiche à 9 000 € en moyenne, soit une décote de - 51 %, et elle n'est pas réputée pour décoter lentement pourtant... Si on prend cette même 208 en 1.2 Puretech 110 Allure, un peu plus récente, soit 2018, et entre 70 000 et 90 000 km, le prix moyen en annonce est de 9 000 €, soit une décote de - 57 %. Une Polo équivalente 1.2 TSI 110 R-Line s'affiche, elle, à 15 000 € en moyenne ! Soit une décote de seulement - 34 % ! Une Ford Fiesta, pour changer d'exemple, en 1.0 EcoBoost 100 Titanium tournera autour de 10 500 €, soit un décote de - 45 %. Une Clio 1.2 TCe 120 Intens sera à - 44 % Les différences sont donc flagrantes.

**La Citroën C3**

Autre modèle du groupe Stellantis/PSA, la citadine C3, concurrente de la 208. Et commençons par étudier le cas d'un modèle 2015 (de 2e génération) en Puretech 82 Exclusive par exemple. La moyenne tourne autour de 6 000 €, soit - 65 % de décote. C'est donc encore pire que la 208... En version 1.2 Puretech 110, de 2018 (donc 3e génération), finition Shine, le prix moyen affiché est de 10 200 €, soit une décote de - 47 %. Elle fait donc mieux que la 208, perd moins de valeur mais un peu plus quand même que les autres. D'ailleurs la concurrence est la même, on peut donc reprendre les décotes des Polo, Yaris, Fiesta, et Clio évoquées ci-dessus. La comparaison est donc "presque" aussi dure pour elle.

**L'Opel Corsa**

Même combat pour la dernière génération de Corsa, qui adopte les mécaniques de sa cousine la 208, puisqu'elle en reprend la plateforme. A la différence qu'elle est plus récente, moins touchée par les soucis a priori et surtout, le nom PureTech n'est pas évoqué sur sa carrosserie, les moteurs essence affichant seulement le nom "turbo". Un modèle 2020, en 1.2 130 GS Line s'affiche à 15 500 € en moyenne, soit - 31 % de décote. Une Volkswagen Polo équivalente (TSI 115 Carat) est à 18 500 € en moyenne, ce qui fait une décote de - 20 % seulement.

Une Renault Clio 5 1.3 TCe 130 Intens s'affiche en moyenne à 15 800 €, soit une décote de - 35 %.

La Corsa semble donc moins affectée, probablement parce que plus récente et surtout pas nommée Puretech.

**Le DS 7 Crossback**

Prenons maintenant un modèle de la marque DS. Ce n'est pas un des plus vendus mais nous voulions évoquer DS. Le DS 7 Crossback, devenu simplement DS 7 au restylage. Il a lui aussi hérité du 1.2 Puretech 130 sous son capot. C'est un modèle premium, mais il est déjà connu pour avoir une tenue à la cote moins bonne de façon générale, sans même tenir compte de sa fiabilité. Cela dit, le pourcentage de perte par rapport au prix neuf sera un indicateur. Et nous allons le comparer à la fois à la concurrence, mais aussi aux versions équipées d'un autre moteur que le 1.2 Puretech, en l'occurrence le 1.6 Puretech 225 (anciennement THP) Ainsi, en 1.2 Puretech 130 So Chic ou Performance Line, de 2018, entre 70 000 et 90 000 km, les modèles proposés à la vente, certes rares, sont à 19 600 € en moyenne, soit une décote de - 50 %. Si l'on prend en face un Volkswagen Tiguan, pas tout à fait premium, en version 1.4 TSI 150 Carat, on est à 21 300 € en moyenne, soit - 46 %. Et si on prend un Audi Q3 en 35 TFSI 150 S Line, la décote sera plutôt de - 51 %. Le DS 7 se défend donc plutôt bien au final en décote. Maintenant, si on prend un DS 7 Crossback 1.6 Puretech 225, on est à 22 000 € en moyenne, ce qui fait une décote de - 50 %. Damned, il ne décote pas moins que le 1.2 Puretech ! Le DS 7 Crossback est donc un contre-exemple.

**LE BILAN**

Sauf exception du DS 7 Crossback, on observe une tendance très nette. Les modèles Stellantis/PSA dotés du moteur 1.2 Puretrch décotent plus vite que les modèles de marques concurrentes équivalents. Et ce, parfois dans de très grandes proportions. L'explication la plus logique est donc qu'il pâtit effectivement de la mauvaise réputation de fiabilité qu'il traîne. Les soucis sont en effet, on le confirme, bien réels, et le risque plus élevé, quand on parle des modèles fabriqués entre 2014 et 2020. Mais depuis, ça va mieux, et de nombreux exemplaires ont été rappelés et mis à niveau. Cela peut donc représenter, même si nous tenons à exposer toutes les règles de prudence au niveau de l'achat, une bonne affaire pour les acheteurs qui voudraient "prendre le risque", plus mesuré depuis quelques années. Par contre, pour les vendeurs, c'est une catastrophe, et une réelle perte sèche. À savoir aussi que les collectifs de plainte contre Stellantis sont toujours actifs, et que les plaintes collectives suivent leur cours.

# Donald Trump ne veut pas interdire TikTok et fait une demande très solennelle

Le président élu Donald Trump demande à la Cour suprême de suspendre la loi menaçant d'interdire TikTok aux États-Unis. Cette loi, qui impose à la maison mère de la plateforme de vendre ses activités américaines avant le 19 janvier 2025, pourrait entrer en vigueur juste avant son investiture.

**A**lors qu'il s'apprête à prêter à nouveau serment et à reprendre ses fonctions de POTUS à la Maison-Blanche, Donald Trump a récemment formulé une demande à la Cour suprême pour retarder l'application d'une loi qui pourrait interdire TikTok. Dans un mémoire d'amicus curiae, son avocat a souligné que le futur président souhaite explorer des solutions « par des moyens politiques » après son investiture. Cette loi, adoptée par le Congrès en avril dernier, exige que ByteDance, propriétaire de TikTok, vende ses activités américaines avant le 19 janvier 2025. Si cette vente n'est pas effectuée, l'application sera interdite sur le territoire américain.

## Dans un retournement de situation inattendu, Donald Trump change de cap et défend TikTok

Entre Donald Trump et TikTok, c'est une grande histoire qui est en train de s'écrire. Le président américain a bien modifié sa position concernant TikTok depuis son premier mandat. Souvenez-vous, il avait

tenté d'interdire l'application en raison de préoccupations liées à la sécurité nationale en 2020. Puis, il avait freiné des quatre fers et promis, alors qu'il était candidat et s'il était réélu, de revenir sur ce bannissement. Chose promise, chose due, le désormais POTUS dit vouloir sauver Tiktok. Il faut dire qu'il a récemment constaté le succès qu'il rencontrait sur la plateforme chinoise. Et pour ce sauvetage, il demande à la Cour suprême de suspendre cette interdiction potentielle. Dans son mémoire d'amicus curiae, son avocat affirme que seul un président ayant l'expérience nécessaire peut négocier une issue favorable à ce dossier complexe. Au passage, le terme amicus curiae (latin pour « ami de la cour ») désigne une personne ou une organisation qui n'est pas partie à un litige, mais qui, avec l'autorisation du tribunal, soumet volontairement des informations, des arguments ou une expertise pour éclairer la décision de justice. Dans ce contexte, Trump évoque sa volonté d'utiliser ses compétences en matière de négociation pour trouver une solution acceptable pour toutes les parties concernées. Il souligne que le calendrier imposé par la loi entrave sa capacité à

gérer cette question dès son arrivée au pouvoir. Le mémoire précise que le nouveau président devrait disposer de plus de temps pour travailler sur un accord avec TikTok.

## TikTok dans une bataille juridique autour des libertés individuelles

TikTok doit naviguer entre les exigences législatives et les préoccupations sécuritaires du gouvernement américain. Autant dire qu'il va falloir y aller au chausse-pied. Comme on l'a vu, la loi imposant la vente des activités américaines de TikTok a été adoptée en réponse aux craintes d'espionnage et de manipulation par les autorités chinoises. Le réseau social, qui revendique environ 170 millions d'utilisateurs aux États-Unis, a pour sa part toujours nié avoir transmis des données au gouvernement chinois. La Cour suprême doit examiner cette affaire le 10 janvier prochain. Les débats porteront sur la question du respect du premier amendement, qui garantit la liberté d'expression. Les avocats de TikTok soutiennent que cette loi constitue une restriction sans précédent sur les droits

des utilisateurs et qu'elle repose sur des craintes non fondées concernant l'utilisation potentielle de l'application par le gouvernement chinois. TikTok a déjà contesté plusieurs décisions judiciaires défavorables et s'est tourné vers la plus haute juridiction du pays pour obtenir une révision. Les arguments avancés incluent l'absence de preuves tangibles démontrant que la Chine a tenté d'utiliser TikTok pour influencer ou surveiller les utilisateurs américains. Parallèlement, l'administration Biden maintient sa position selon laquelle la structure même de TikTok présente des risques inhérents en raison de ses liens avec ByteDance. La vente des activités américaines apparaît comme une solution envisagée pour apaiser les inquiétudes gouvernementales. Des groupes tels que l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) se sont également joints au débat en s'opposant à cette législation qu'ils jugent contraire aux principes fondamentaux garantis par la Constitution américaine. Dans ce contexte, on ne peut plus nébuleux, il semble que celui qui devinera le sort de TikTok aux États-Unis n'est pas encore né.

## AFFAIRE TELEGRAM

# Quand l'envol de Pavel Durov était arrêté net par la France

**L**e patron et fondateur de Telegram, Pavel Durov, avait été arrêté au mois d'août dernier. Un événement qui avait lancé l'affaire Telegram, dont nous vous faisons une rétrospective pour cette fin année. Telegram est une des applications de messagerie instantanée les plus importantes au monde, avec près d'un milliard d'utilisateurs au compteur. Mais contrairement à son concurrent WhatsApp, elle a longtemps été considérée comme plus qu'une simple application, beaucoup y voyant une plateforme sur laquelle il était possible d'effectuer aisément tout type de transactions illégales, et ce, grâce à la philosophie libertaire de son fondateur Pavel Durov. Longtemps sollicité, sans vraiment beaucoup de retours, par les autorités à travers la planète, cette situation a changé brutalement le jour où le milliardaire russe a été appréhendé par les autorités françaises.

## Une arrestation à la résonance internationale

Le 24 août 2024, la planète apprenait, un tantinet éberluée, que le patron de Telegram avait été arrêté par les autorités françaises à la descente de son avion, à l'aéroport du Bourget. Une arrestation inédite, qui allait lancer le début d'un feuilleton de plusieurs mois durant lequel Pavel Durov, alors 39 ans, allait se voir accusé de complicité avec les méfaits pouvant avoir lieu sur son application. Presque tout de suite, de nombreuses voix se sont élevées à travers la planète pour condamner l'embastillement de Pavel Durov pour des crimes qu'il n'aurait pas commis directement, par lui-même. Des personnalités d'envergure inter-

nationale, comme le patron de Rumble Chris Pavlovski, le journaliste Gleen Greenwald qui avait publié les révélations d'Edward Snowden ou bien Elon Musk, ont chacune critiqué cette arrestation. Les jugements négatifs ont été tels, avec notamment l'idée à ce moment très répandue sur la toile qu'il s'agissait d'une affaire politique, qu'Emmanuel Macron avait dû lui-même prendre la parole sur le sujet. Il avait ainsi expliqué à la fin du mois d'août dans un message sur X que « l'arrestation du président de Telegram sur le territoire français a eu lieu dans le cadre d'une enquête judiciaire en cours. Ce n'est en rien une décision politique. Il revient aux juges de statuer. »

## Telegram accusé d'être la plateforme facilitant les crimes sur internet

Un bruit médiatique qui n'aura finalement que peu d'incidence sur le dossier judiciaire. Il faut dire que Telegram traînait depuis maintenant plusieurs années une très mauvaise réputation de plateforme sur laquelle les pires criminels (terroristes, narco-trafiquants, pédocriminels) pouvaient agir avec une certaine liberté. Et le dossier construit contre Pavel Durov par la justice française est bien épais, et compte ainsi au total 12 chefs d'accusation. La moitié comprend diverses incriminations en tant que complice pour des crimes graves (escroquerie en bande organisée, aide à la détention d'images pédopornographiques ou au commerce de stupéfiants), les autres tenant à l'accusation de fourniture de moyens de cryptologie sans autorisation, ainsi qu'à l'association de malfaiteur et au blanchiment de crimes et de délits. Coïncidence intéressante, on entendait parler à la

même époque de l'ouverture d'une autre enquête, cette fois en Suisse, contre Pavel Durov, pour des violences commises sur l'un de ses enfants. L'homme d'affaires prendra son temps par la suite pour répondre à ces charges, puisqu'il ne prendra la parole en public pour la première fois qu'un peu moins de deux semaines après son arrestation. Il avait ainsi dans un message publié sur Telegram balayé les accusations de laxisme, rappelant que l'entreprise comptait un représentant légal sur le continent européen vers qui se tourner en cas de problème. Il avait par ailleurs ajouté que si des problèmes étaient détectés par les autorités, elles devaient attaquer la société, et non pas le patron. Car, pour lui, « aucun innovateur ne construira de nouveaux outils s'il sait qu'il peut être tenu personnellement responsable des abus potentiels de ces outils. »

## Pavel Durov est depuis le mois d'août bloqué en France

Pavel Durov n'a malheureusement pour lui par encore convaincu les autorités hexagonales. Car il aura subi dès le début un traitement assez musclé, avec une garde à vue dont la durée avait été assez impressionnante – celle-ci s'étant étendue au final sur près de quatre jours. Pour rappel, une garde à vue pouvant aller jusqu'à 96 heures n'est ordonnée en France que pour les crimes les plus graves, comme le proxénétisme, le trafic de stupéfiants, le vol ou le meurtre en bande organisée. Une première preuve du sérieux du dossier. La seconde a tenu aux conditions dans lesquelles la remise en liberté du fondateur de Telegram s'est effectuée. Pavel Durov a en effet, pour

avoir le droit d'accéder à une liberté conditionnelle, dû répondre à plusieurs obligations. La première a été le dépôt d'un cautionnement de 5 millions d'euros (la condition la plus aisée sûrement). La seconde par contre est beaucoup plus contraignante, puisque le Franco-russe a depuis la fin août interdiction de quitter le territoire français, et doit en plus pointer deux fois par semaine au commissariat. Une mesure qui est tout de même assez dure, vu qu'elle devrait persister assez longtemps, Pavel Durov n'ayant pu répondre aux questions d'un juge d'instruction pour la première fois qu'au début du mois de décembre. La lenteur de l'instruction tient évidemment au fonctionnement de la justice française, mais peut-être aussi au fait que le dossier monté contre Pavel Durov apparaît plus comme un moyen de pression que comme la première étape d'une éventuelle condamnation. Car depuis l'arrestation du fondateur de Telegram, les choses ont bougé.

## Telegram a depuis changé d'approche, et collabore plus avec les autorités

C'est ce qu'affirment en tout cas les autorités françaises. Moins d'un mois après son arrestation, on apprenait que Telegram avait musclé sa modération, et coopérait dorénavant beaucoup plus en partageant des données dans des dossiers de crime organisé. Et ce changement de ton ne serait pas exclusif à la France. D'autres pays européens, qui appartiennent comme la France à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale, Eurojust, ont aussi pu obtenir des informations précieuses. L'un d'eux a par exemple pu obtenir des renseignements sur un groupe Telegram

au sein duquel une centaine d'assassinats avaient été commandités. Enfin, des pays hors UE ont aussi sollicité la justice française, espérant pouvoir avancer sur leurs dossiers grâce à ce changement. Du côté de Telegram, on assume pleinement ce changement d'orientation. À la fin du mois de septembre, Pavel Durov postait un nouveau message sur son canal personnel, expliquant que les conditions d'utilisation et les politiques de confidentialité avaient été mises à jour. « Nous avons précisé que les adresses IP et les numéros de téléphone de ceux qui enfreignent nos règles peuvent être divulgués aux autorités compétentes en réponses à des demandes légales valides » indiquait-il alors. Enfin, la fonction Recherche, objet de certaines controverses, avait aussi été nettoyée grâce aux efforts des équipes de modérations et de l'IA, afin d'empêcher l'accès à du contenu illégal. En bref, c'est un nouveau Telegram qui est né à la suite des déboires judiciaires de Pavel Durov. La question qui se pose est de savoir si cette nouvelle façon de fonctionner tient au fait que le patron de la plateforme est encore entre les mains des autorités françaises, ou bien s'il s'agit d'une impulsion destinée à persister dans le temps. Dans tous les cas, si le sort personnel de Pavel Durov est encore en suspens, ce dossier important n'aura pas vraiment fait de mal à Telegram. Au contraire presque, pourrait-on, dire, puisque la plateforme a vécu une très belle année 2024, devenant pour la première fois de son histoire rentable, tout en affichant une situation financière assainie. De quoi pousser son PDG à poursuivre sur la nouvelle route qui a commencé à être tracée ces derniers mois ?

Mots fléchés

|                                         |                   |                     |                      |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|-----------------------------------------|-------------------|---------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|--------------------------------|------------------|-------------------------------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| Juste après le Directoire (1799 à 1804) |                   | Pièces de vaisselle |                      | Hommage religieux |                       | Pays des droits de l'Homme     |                  | Rangées                                               |                     | Cantine huppée                                          |                          | Risquée                        |                                    |
| Huer                                    |                   |                     |                      | Surveillées       |                       |                                |                  | Hasards                                               |                     | Distance chinoise                                       |                          | Désirée                        |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   |                       |                                |                  | Rythme                                                |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
| Secours                                 |                   | Terre argileuse     |                      |                   |                       | Aidé                           |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     | Petite sainte Fromage corse à pâte molle à croûte lavée |                          |                                |                                    |
| Malade                                  |                   | Saison              |                      |                   |                       | Préfecture du Calvados         |                  |                                                       |                     |                                                         | État américain           |                                | Titre anglais                      |
|                                         |                   | Baie jaune          |                      |                   |                       | Poème religieux                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   | Imaginions            |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
| Fleurs                                  |                   |                     |                      |                   |                       |                                | Fréquente        |                                                       | Petit PC            |                                                         |                          |                                |                                    |
| Enlevées                                |                   |                     |                      |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   | Possède               |                                |                  |                                                       | Possessif           |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   | Inusités              |                                |                  |                                                       | Sabres de cavalerie |                                                         |                          |                                |                                    |
| Dans le texte                           | Oisive            | Condiment           |                      | Chaleur animale   |                       |                                |                  | Pièce pour acteur                                     |                     |                                                         |                          |                                | Grands arbres                      |
|                                         |                   |                     | Appareil pour filmer |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     | Clin d'oeil                                             |                          | Grain de beauté                |                                    |
|                                         |                   |                     | Déesse du silence    |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
| Insignifiant                            |                   |                     |                      | Réseau ferrée     |                       |                                |                  | Réservoir cylindrique                                 |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
| Chant d'oiseaux                         |                   |                     |                      | Germanium         |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   |                       | Partie d'une pièce de théâtre  |                  |                                                       |                     |                                                         | Astate                   |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         | Renforce de oui          |                                |                                    |
| Vêtements enduits                       |                   |                     |                      |                   |                       | Qui a rapport à un de nos sens |                  | Canard nordique                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
| Fumeur sicilien                         |                   |                     |                      |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      | Entrée du Vietnam | Soldat US             |                                |                  | Langue balkanique Humaniste et théologien néerlandais |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
| Rond comme une queue de pelle           |                   | Parfaite            | Inédite              |                   |                       |                                |                  |                                                       | Souveraines         |                                                         | Avec les coutumes        |                                |                                    |
|                                         |                   |                     | Raconter             |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         | Victoire de Napoléon Ier |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   | Pressais              |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                | Ensembles des plats au restaurants |
| Fromage hollandais                      |                   |                     |                      |                   | Instrument de musique |                                | Poète épique     |                                                       |                     |                                                         |                          | Préfecture des Alpes-Maritimes |                                    |
| Explorateur des zones polaires français | Erbium            |                     |                      |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         | Chanson populaire |                     |                      | Calcium           |                       |                                | Ville de Toscane |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   |                       |                                | Petite minute    |                                                       |                     | Département de la région Rhône-Alpes                    |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   |                       |                                | Note de musique  |                                                       |                     | Condition                                               |                          |                                |                                    |
| Terre émergée                           |                   |                     |                      | Versifiées        |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         | Cuivre                   |                                |                                    |
| Mètre cube de bois                      |                   |                     |                      |                   |                       |                                |                  |                                                       |                     |                                                         |                          |                                |                                    |
|                                         |                   |                     |                      |                   | Marque de dédain      |                                |                  | Beaux paysages                                        |                     |                                                         |                          |                                |                                    |

## Production prévisionnelle de 1,5 millions de quintaux de pomme de terre

La production de la pomme de terre d'arrière-saison au titre de la campagne agricole 2024/2025, attendue dans la wilaya d'Ain Defla est estimée à près de 1,5 millions de quintaux, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le secteur agricole à Ain Defla table sur une production prévisionnelle avoisinant 1,5 millions de quintaux de pomme de terre d'arrière-saison, avec un rendement de près de 300 quintaux à l'hectare, a-t-on indiqué auprès du service de l'organisation de la production et de l'appui technique (OPAT) à la DSA. Les mêmes services ont ajouté qu'une superficie dépassant les 300 hectares a été déjà récoltée depuis le début de décembre, commencement de l'arrachage de la pomme de terre à travers plusieurs régions de la wilaya.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 30 décembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



### ASSURANCE AUTOMOBILE

#### Hausse des primes de la RC en 2025

Les primes de la garantie obligatoire "responsabilité civile" (RC) dans l'assurance automobile connaîtront une augmentation à compter du 1er janvier 2025, a indiqué dimanche l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) dans un communiqué. Cette hausse sera échelonnée sur deux étapes: 15% à compter du 1er janvier 2025 et 15% à partir du 1er juillet 2025, selon l'UAR. "Afin de continuer à garantir une couverture optimale et de répondre aux défis financiers liés à l'assurance responsabilité civile automobile, les compagnies d'assurance annoncent une augmentation des primes de la garantie +Responsabilité Civile+ échelonnée selon le calendrier suivant: 15% à compter du 1er janvier 2025, et 15% à partir du 1er juillet de 2025", lit-on dans le communiqué. Selon les assureurs, la valeur de cette hausse sera marginale en raison du faible poids de la RC dans le montant de la prime d'assurance. Contacté par l'APS pour plus de précisions, le président de l'UAR, Youcef Benmicia, a expliqué qu'à titre d'exemple, l'automobiliste qui paie habituellement son contrat annuel d'assurance automobile à 2200 Da, paiera environ 2530 Da après augmentation de 15% de la garantie responsabilité civile. Ce réajustement tarifaire s'inscrit dans "un contexte marqué par la hausse significative des indemnités dues aux accidents de la circulation ces derniers exercices ainsi que le déficit structurel de la garantie obligatoire +Responsabilité Civile+ automobile qui dure depuis plusieurs années", explique l'UAR. En effet, poursuit le communiqué, "les indemnités versées dépassent largement les primes collectées, ce qui crée un déséquilibre financier durable". Ces augmentations visent à "rétablir cet équilibre et à assurer la pérennité de la couverture d'assurance pour tous les assurés", ajoute le communiqué. "Les compagnies d'assurance restent engagées à accompagner ce réajustement par une meilleure qualité de service et une plus grande diligence dans l'indemnisation des accidents de la circulation", conclut le communiqué.

### VITRINE DE LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE

## La 32 édition de la Foire de la Production Algérienne est une réussite

Par M. A.

La 32 édition de la Foire de la Production Algérienne (FPA), organisée par la SAFEX, a marqué un tournant dans la promotion de la production nationale et son rôle clé dans l'économie du pays. Avec un bilan préliminaire très positif, cette édition s'est affirmée comme un véritable baromètre de la vitalité économique algérienne et une vitrine incontestée de la diversification industrielle. Avec près de 600 entreprises présentes et un visitorat de 600 000 personnes en seulement dix jours, la FPA 2024 a enregistré une participation historique. Placée sous le slogan « Notre production, notre souveraineté », cette foire a mis en lumière le dynamisme de la production locale, particulièrement dans des secteurs stratégiques tels que l'agro-industrie, l'électroménager, l'électronique, la cosmétique et la chimie. Karim Boukhadoum, directeur général de la SAFEX, invité de la « Chaîne III » de la radio nationale a salué les efforts des opérateurs algériens, qui, année après année, élèvent la qualité et l'attractivité de leurs produits. « La qualité n'est plus à discuter », a-t-il déclaré, soulignant les progrès remarquables réalisés en matière de marketing et

de diversification sectorielle. Cette édition a également attiré un nombre croissant de délégations étrangères, révélant l'attrait grandissant de l'Algérie comme destination d'investissement. Plusieurs marques internationales ont d'ores et déjà lancé des productions locales en partenariat avec des entreprises algériennes, renforçant ainsi les capacités de production du pays tout en ouvrant de nouvelles perspectives sur les marchés étrangers. Karim Boukhadoum a insisté sur l'importance de ces partenariats pour dynamiser le tissu économique national tout en préservant l'intérêt commun. « Nous sommes là pour que les deux parties gagnent », a-t-il précisé, ajoutant que ces collaborations visent à la fois le marché local et l'exportation. La SAFEX ne se contente pas d'organiser des événements : un ambitieux projet de modernisation est en cours avec la construction d'un nouveau Palais des Expositions, dont la première partie sera livrée en 2025. Ce complexe, qui comprendra des halls d'exposition ultramodernes, des bureaux, des hôtels, un centre commercial et un parc d'attractions, témoigne de la volonté de positionner l'Algérie au cœur des grands rendez-vous économiques régionaux. Avec un investissement estimé à 500 millions de dol-

lars, ce projet vise à augmenter la capacité d'accueil de la SAFEX et à renforcer son rôle central dans la promotion économique du pays. Malgré l'engouement pour l'export, la SAFEX met un point d'honneur à satisfaire d'abord les besoins du marché national. La FPA a ainsi constitué une occasion précieuse pour les producteurs algériens de renforcer leurs liens et d'établir un réseautage efficace. « Se faire connaître entre Algériens est un bon point », a souligné Boukhadoum, insistant sur l'importance de réduire les importations en favorisant la sous-traitance locale. En 2025, la SAFEX prévoit de poursuivre sur cette lancée avec un calendrier ambitieux comprenant une cinquantaine de salons, dont des foires régionales pour offrir davantage de visibilité aux PME. L'événement phare de l'année sera la Foire commerciale intra-africaine, soulignant l'engagement de l'Algérie à renforcer les échanges économiques avec le continent africain. La FPA 2024 marque ainsi une étape décisive dans la consolidation de l'économie algérienne, confirmant que la production nationale est bien plus qu'un simple levier économique : elle est le socle d'une souveraineté retrouvée.

### CATASTROPHE AÉRIENNE EN CORÉE DU SUD

## Les autorités décrètent un deuil national de sept jours

Le président par intérim sud-coréen, Choi Sang-mok, a annoncé un deuil national de sept jours à compter de ce dimanche après le crash d'un avion de la compagnie Jeju Air survenu après avoir vraisemblablement été touché par des oiseaux en atterrissant à l'aéroport de Muan, dans le sud-ouest de la Corée du Sud, faisant plus de 170 morts. "Un deuil national de sept jours sera observé à travers le

pays à partir de ce dimanche à samedi prochain", a déclaré Choi cité par l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. L'avion de la compagnie Jeju Air transportant 181 personnes s'est écrasé et a pris feu dimanche matin, faisant au moins 177 morts, deux rescapés et deux disparus, selon un nouveau bilan donné par des pompiers. Selon les autorités, l'accident du vol JJA-2216, l'un des plus meurtriers de l'his-

toire de la Corée du Sud, s'est produit dimanche à 09H03 (00H03 GMT). L'avion transportait 175 passagers, dont deux de nationalité thaïlandaise, et six membres d'équipage entre Bangkok et Muan, ville située à environ 290 kilomètres au sud de la capitale Séoul. "La cause de l'accident est présumée être une collision avec des oiseaux combinée à des conditions météorologiques défavorables. Ce-

pendant, la cause exacte sera annoncée à l'issue d'une enquête", avait déclaré Lee Jeong-hyun, chef de la caserne de pompiers de Muan, lors d'un point de presse. Une vidéo diffusée par la chaîne locale MBC montre l'appareil en train d'atterrir avec de la fumée s'échappant des moteurs. L'avion heurte un mur en bout de piste et est immédiatement englouti par les flammes.

### SONATRACH

## Début des épreuves écrites du concours national de recrutement

Les épreuves écrites du concours national ouvert pour le recrutement de diplômés des universités, instituts et écoles académiques dans les domaines techniques, organisé par Sonatrach en collaboration avec l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), ont débuté dimanche, indique un communiqué du Groupe public. Le groupe Sonatrach a fait savoir que ce concours a vu une "participation remarquable"

dans les différentes spécialités techniques et que les épreuves, organisées dans le cadre de ce concours, se déroulent par vagues selon un calendrier s'étendant jusqu'au 4 janvier 2025, à travers dix centres d'examen dans les universités des wilayas suivantes: Adrar, Bouira, Laghouat, Tamanrasset, Alger, Skikda, Sidi Bel Abbès, Constantine, Ouargla et Oran. Dans ce sillage, Sonatrach a affirmé son engagement à "réu-

nir toutes les conditions appropriées pour assurer le bon déroulement de ce concours, en renforçant le soutien logistique afin de garantir une organisation fluide des épreuves dans tous les centres". L'organisation de cette opération est supervisée par les équipes de l'Institut algérien du pétrole (IAP) relevant du groupe Sonatrach pour garantir un haut niveau de coordination et d'encadrement, ajoute la même source. Par ail-

leurs, le groupe Sonatrach a précisé que ce concours visait à "évaluer les compétences scientifiques et académiques des candidats et à sélectionner les meilleurs compétences au niveau national en vue de les recruter en tant qu'ingénieurs et techniciens dans les différentes installations de production du Groupe Sonatrach, contribuant ainsi au renforcement des ressources humaines du groupe".